

PREMIER CONCOURS NATIONAL DE L'ÉCONOMIE DURABLE

LA SOBRIÉTÉ EST-ELLE L'AVENIR DE NOTRE ÉCONOMIE ?



Qui sommes-nous ?

Créée en 1957, la CNCEF est une organisation professionnelle experte et reconnue par ses pairs. La CNCEF promeut auprès de la Place et des pouvoirs publics, les différents métiers de ses membres. Souhaitant répondre au besoin d'accompagnement grandissant des professionnels, le Groupe CNCEF a créé des associations affiliées couvrant ainsi tous les métiers de la finance.

La CNCEF, en tant qu'organisation des professionnels experts financiers poursuit au quotidien 5 grandes missions : représenter, accompagner, valoriser, influencer et former. Garante de l'organisation, de la professionnalisation et de l'éthique de ses adhérents, elle rassemble la plus grande famille de l'expertise financière. Chaque jour, les femmes et les hommes de la CNCEF ont à cœur d'avoir le même engagement et la même implication que les adhérents pour leurs clients.

S'appuyant sur ses présidents et administrateurs, chaque association est pleinement engagée auprès de ses adhérents et peut compter sur une équipe de salariés, experte et réactive, qui a la connaissance des problématiques rencontrées au quotidien par les adhérents.

15
régions
représentées

8 000
adhérents

30%
de femmes
membres

12
salariées
permanentes

45
administrateurs

6
Territoires
Outre-Mer

Un accompagnement global au service de nos adhérents

VOUS ACCOMPAGNER

Des services utiles

- Un Espace adhérent intuitif
- Une plateforme de formation certifiée avec des formations sur-mesure adaptées à la spécificité de chacun
- Un accompagnement dans vos démarches

VOUS INFORMER

Des outils pratiques

- Des webinaires avec des experts
- Des publications de guides professionnels
- Des infographies pour décrypter l'actualité

VOUS VALORISER

Offrir de la visibilité

- Une fiche annuaire en ligne très bien référencée
- Des fiches décryptages métiers pour vos clients
- Un réseau inter-professionnel large

VOUS REPRÉSENTER

Des professionnels impliqués

- Une équipe de salariées permanentes disponibles
- Des administrateurs experts du terrain
- La défense des intérêts auprès des autorités de tutelle

VOUS SIMPLIFIER

Des offres mutualisées à tarifs négociés

- Des offres de partenaires experts
- Une assurance RC Pro dédiée à vos activités
- Un service de médiation à la consommation



La raison d'être de l'Académie de l'économie durable

Conscients que « *la finance est le nerf de la guerre* », les initiateurs de l'Académie considèrent que les experts financiers qu'elle regroupe ont un rôle important à jouer face aux défis auxquels est confronté notre pays :

- Le **renforcement de sa souveraineté**, notamment économique ;
- La **promotion d'une économie durable** ;
- L'**amélioration de l'éducation et de la formation**, notamment en matière économique.

L'Académie est un espace d'échanges et d'initiatives s'inscrivant dans le temps long, pour réfléchir aux évolutions profondes des métiers de ses adhérents et à leur contribution au service de l'intérêt général et national.

Une place importante est réservée aux échanges avec la jeunesse (étudiants, universitaires, jeunes professionnels...) pour favoriser la transmission et le dialogue entre générations.

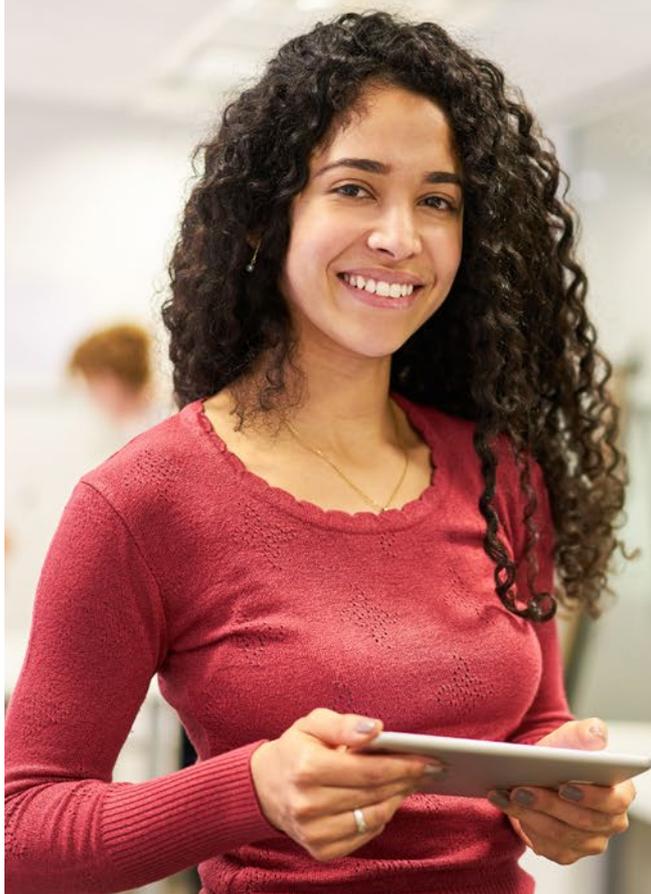
UNE ACADÉMIE FORTE DES PRÈS DE 8 000 MEMBRES DE LA CNCEF

L'Académie de l'économie durable est une initiative de la CNCEF dont les événements sont ouverts aux personnalités extérieures, notamment aux jeunes se destinant à nos professions.

LES INITIATIVES DE L'ACADÉMIE

L'Académie :

- Organise, chaque année, un concours destiné aux étudiants de France sur un sujet économique d'intérêt général ;
- Publie les meilleures contributions reçues à l'occasion de ce concours annuel ;
- Promeut les documents d'intérêt général publiés par les associations de la CNCEF : guides de bonnes pratiques, guide pour promouvoir l'usage du français dans nos métiers... ;
- Promeut les formations de la CNCEF et de ses partenaires sur les bonnes pratiques professionnelles (déontologie, investissement responsable...);
- Constitue un espace d'échanges d'idées, notamment entre générations, permettant de nourrir la réflexion doctrinale et de favoriser le partage d'expériences.



SOMMAIRE

Editorial de Didier Kling, Président du Groupe CNCEF	5
Préface de Gérard Rameix, ancien Président de l'Autorité des marchés financiers	6
Préface de Pierre-Jean Gaudel, animateur de l'Académie de l'économie durable	7
Déroulé du jury et remise des prix	8

CONTRIBUTIONS DES LAURÉATS

1^{er} prix : Camille Ramecourt et Théo de la Chapelle, Université Paris Dauphine-PSL	9
2^e prix : Emma Ducloz, EDHEC	25

Toute reproduction de la présente publication, partielle ou totale, par quelque procédé que ce soit, destinée à une utilisation collective est interdite sans l'autorisation du Groupe CNCEF et constitue une infraction sanctionnée par le code de la propriété intellectuelle. La présente publication est établie à titre purement indicatif et ne saurait en aucun cas engager la responsabilité de ses rédacteurs ou du Groupe CNCEF.

©Tous droits réservés.

ÉDITORIAL

Didier Kling

Président du Groupe CNCEF



POUR UN AVENIR DURABLE DE NOS MÉTIERS

A l'initiative de Pierre-Jean Gaudel et de nos membres experts financiers, le Groupe CNCEF abrite depuis peu une Académie de l'économie durable dont le concept est à la fois novateur, pragmatique et visionnaire.

- **Novateur** car le secteur de la finance regroupe des femmes et des hommes de terrain qui prennent l'initiative de répondre aux défis climatiques au-delà des esprits partisans.
- **Pragmatique** car elle s'inscrit dans un besoin immédiat qui est de renforcer notre souveraineté économique, sans pour autant tourner le dos à notre attachement européen.
- **Visionnaire** enfin, car ce groupe de spécialistes contribue non seulement à améliorer l'éducation et la formation de nos membres mais dialogue aussi avec les étudiants qui embrasseront prochainement notre matière.

Je souhaite pleine réussite à cet espace d'échanges et d'initiatives qui s'inscrit dans le temps long là où notre monde privilégie parfois trop la société du "speed".

Demain, des évolutions profondes vont traverser nos métiers. Par conséquent, l'Académie accomplit à mon sens une mission d'intérêt général et national. Elle est donc à l'image de notre Groupe qui a su, depuis sa création en 1957, par la force de l'interprofessionnalité, faire cohabiter les générations, les expériences et les pratiques de sorte à les transmettre et assurer un avenir durable à chacun.

PRÉFACE PAR

Gérard Rameix

Ancien Président de l'Autorité des marchés financiers



Camille Ramecourt et Théo de la Chapelle de l'Université Paris Dauphine-PSL et Emma Ducloz de l'EDHEC ont remporté les premiers et second Prix du concours organisé par l'Académie de l'économie durable.

Leurs deux contributions écrites de grande qualité traduisent leur forte sensibilisation aux enjeux du développement durable. La nécessité d'un changement radical du mode de développement adopté depuis la révolution industrielle est une conviction commune à une grande partie de leur génération ; elle est ici exprimée avec un souci particulier d'analyser en profondeur l'origine du défi posé à tous les acteurs du développement et les voies de solution possibles.

Le sujet proposé aux étudiants, le plus souvent étudiants en école de commerce ou en économie et finance, « *La sobriété est-elle l'avenir de notre économie ?* », les conduit à examiner les risques de pénurie d'énergie ou de matières premières essentielles, mais aussi et surtout les changements de comportement qui s'imposent aux citoyens des pays développés comme aux entreprises.

Les inégalités de développement dans un univers largement mondialisé suscitent un questionnement

sur l'équité entre nations et continents, dont les niveaux de consommation d'énergie et de ressources naturelles varient de façon majeure selon le niveau de vie ; cette inégalité se retrouve dans les économies avancées selon les niveaux de revenus.

Au plan économique, on est frappé de constater le scepticisme partagé par les auteurs sur la capacité des mécanismes de marché à pousser entreprises et consommateurs à modifier leurs comportements. Le jeu de l'offre et de la demande, celui de l'effet prix sont, à notre sens, minimisés, comme l'est également la capacité des progrès techniques à répondre à la nécessité d'économiser des ressources devenues plus rares.

Le rôle des États est souligné et jugé nécessaire mais se heurtant à la fois à une large partie de l'opinion et, surtout, à la pression des entreprises.

Cependant la perspective d'une croissance de l'économie est écartée ; lui est préférée l'évolution vers une croissance zéro reposant sur une prise de conscience par les individus de ce que Raymond Aron appelait déjà les illusions du progrès comme de la vanité des satisfactions apportées par une consommation excessive favorisant la recherche d'un statut social par le style de consommation adopté.

L'acuité du regard porté sur les faiblesses et les risques de l'économie est frappant comme le malaise devant une situation perçue comme très difficile à surmonter. Avec sérieux et une grande capacité d'analyse et d'exposition, ces travaux expriment bien la quête de sens et aussi les doutes profonds sur l'avenir de notre modèle économique ressentis par une partie de la jeunesse française, et plus largement occidentale.

En cela, ils justifient pleinement l'initiative prise par la CNCEF avec l'Académie de l'économie durable, qui rassemble des experts financiers confrontés directement dans l'exercice de leurs métiers aux mutations économiques en cours, d'ouvrir le dialogue avec les générations suivantes.

PRÉFACE PAR

Pierre-Jean Gaudel

Animateur de l'Académie de l'économie durable



Invoquer la sobriété n'est pas nouveau.

Sans utiliser ce vocabulaire, les traditions bibliques alertent contre la tentation d'accumuler et invitent au partage.

En 1927, l'auteur René Guénon publia *La crise du monde moderne*, ouvrage qui connut un grand succès, puis, plus tard, *Le Règne de la Quantité et les Signes des Temps*. Déplorant que le progrès ne se résume qu'à ce qui est mesurable, quantifiable, il questionne notre rapport au monde et déplore, déjà à son époque, la crise politique, économique et écologique, frappant le monde moderne. Il la conçoit néanmoins comme un moment de prise de conscience bénéfique vers une refondation et le début d'un nouveau cycle.

Plus proche de nous, Pierre Rabhi est probablement l'auteur qui a le plus contribué à démocratiser la notion de sobriété avec la publication, en 2010, de son ouvrage *Vers la sobriété heureuse*.

Les sources d'inspiration, teintées d'optimisme ou de pessimisme, ne manquaient pas, pour les candidats au premier concours de l'Académie de l'économie durable, qui ont dû répondre à la

question « *La sobriété est-elle l'avenir de notre économie ?* ». Les contributions reçues ont été très intéressantes, riches et variées. C'est la raison pour laquelle l'Académie a décidé de publier les meilleures d'entre elles, à savoir les contributions des lauréats du concours : Camille Ramecourt et Théo de la Chapelle (premier prix, en binôme) et Emma Ducloz (second prix).

Nous leur renouvelons nos félicitations, d'autant plus méritées que, en complément de leurs efforts à l'écrit, ils ont dû s'exprimer devant un jury, présidé par M. Gérard Rameix et également composé par les Présidents des associations de la CNCEF : Christelle Molin-Mabille, Stéphane Fantuz, Didier Kling et Marc Sabaté. Ils ont affronté cette épreuve avec intelligence et brio.

Merci à eux tous, lauréats et membres du jury final, ainsi qu'aux membres du jury intermédiaire (qui ont jugé les contributions écrites) : Yves-Alain Ach, Vincent Auriac, Clarisse Prévost, Thomas Santorelli, à l'équipe de la CNCEF, notamment Elizabeth Decaudin et Eva Paillard, avec l'aide de Pierre Regimbaud, d'avoir fait de cette première édition du concours de l'Académie de l'économie durable un succès.

Nous espérons que la présente publication permettra à de nombreux lecteurs d'alimenter leur réflexion sur cette notion actuellement au cœur du débat public : la sobriété.

Bonne lecture !

Le Jury et la remise des prix en images



Présentation de Camille Ramecourt et Théo de la Chapelle



Présentation d'Emma Ducloz



Gérard Rameix remet le 1^{er} prix à Camille Ramecourt et Théo de la Chapelle



Gérard Rameix remet le 2^e prix à Emma Ducloz



Le jury final et les lauréats



Prise de parole de Didier Kling



Le jury final



Membres du jury et invités



Clarisse Prévost et Camille Ramecourt



Didier Kling, Théo de la Chapelle et Emma Ducloz



CONCOURS NATIONAL
DE L'ÉCONOMIE DURABLE
Édition 2023

Premier prix

**Camille Ramecourt
et Théo de la Chapelle**

Université Paris Dauphine-PSL



La sobriété est-elle l'avenir de notre économie ?

SYNTHÈSE

Les limites planétaires nous imposent de repenser nos modes de consommation, de production et de flux : c'est-à-dire repenser notre économie. Définir ce que sera le futur n'est donné à personne, cependant, plusieurs scénarios sont envisageables et modélisables. Un de ces scénarios est la sobriété, qui propose de faire mieux avec ce que l'on a, au contraire de la décroissance, qui demande d'avoir moins par rapport à aujourd'hui. De ce fait, il s'agit de savoir à quelles problématiques la sobriété répondrait, si elle est une solution durable, et comment elle pourrait être mise en application dans des pays à différents stades de développement.

Tout d'abord, la sobriété n'est pas une mode passagère. Elle remonte à l'Antiquité et a sans discontinué fait son chemin jusqu'à nous. Elle est ainsi bien présente dans les esprits, sans pour autant l'être dans les actes de chacun. Du fait qu'elle soit une philosophie à part entière, ses applications sont multiples. A travers le prisme de la sobriété économique, la sobriété concerne principalement l'économie, mais aussi l'énergie ; toutes deux régissant le processus de production, et étant complémentaires au regard de leurs implications écologiques. En effet, la sobriété est actuellement mise en avant pour penser un autre idéal de vie qui serait moins consumériste, et pour lutter contre le changement climatique. Par ces préoccupations universelles, la sobriété touche toutes les classes de la population et tous les pays.

Afin de passer de la théorie à la pratique, de nombreuses stratégies peuvent être mises en place. Elles se classent dans les catégories d'incitations économiques, d'obligations réglementaires, ou encore de programmes de formation et de sensibilisation. La sobriété énergétique peut se décliner dans divers domaines : les transports, l'efficacité énergétique, le développement des énergies renouvelables ou encore la planification énergétique. De telles mesures sont déjà en place, nous pouvons en voir une application particulièrement concentrée en Union Européenne. Les problèmes de coûts de mise en place de telles politiques et de résistance au changement sont limités au vu du rapport coût-bénéfice et l'habitude qui s'acquiert à chaque changement de grande ampleur.

Mais pour imaginer une société sobre au niveau mondial, il nous faut étudier sa mise en place dans chaque pays. En effet, tous les pays n'ont pas la même culture, histoire, économie et stade de développement. Pour un pays manufacturier tel que la Chine, la sobriété énergétique est possible mais son rôle de premier exportateur mondial et l'émergence d'une classe moyenne dont la consommation continue de croître rend la sobriété économique compliquée. La France peut compter sur ses nouvelles générations pour visualiser un mode de vie plus sobre, mais il leur faudra combattre une forte dissonance cognitive pour appliquer cette vision concrètement. Enfin l'enjeu du Tchad si l'on ne considère que la sobriété est de réduire sa pauvreté, améliorer ses infrastructures, tout en conservant un mode de vie sobre.

Ainsi la sobriété peut être l'avenir de la société de chaque pays, sous certaines conditions et avec des actions bien précises que nous avons vues. Elle sera d'autant plus acceptée par la population mondiale s'il s'agit d'une sobriété heureuse.

INTRODUCTION

Tâcher de définir ce qu'est l'avenir de notre économie ne saurait se faire exhaustivement. En effet, l'avenir, il ne s'agit pas de le prévoir, mais de le rendre possible comme le disait Saint-Exupéry. Ainsi, si tous les avènements sont possibles, il s'agit ici de savoir si l'un d'entre eux est probable, et souhaitable.

La sobriété peut signifier simplicité, modération, mais également maîtrise de soi. Ainsi pour une économie, la sobriété revient à se limiter à la fois dans sa production, dans sa consommation, mais aussi dans sa gestion. Chercher à savoir si la sobriété est le futur de notre économie revient déjà à convenir qu'elle ne l'est pas actuellement. Orienter une économie vers la sobriété revient davantage à un changement de comportement qu'à un véritable changement économique.

Ce changement transformerait en profondeur le fonctionnement de toute l'activité de production, distribution et consommation des biens et services, ainsi que leurs impacts sur les humains et sur l'environnement. La sobriété se décline dans de nombreux secteurs ; sobriété numérique, énergétique, alimentaire.

Le fait que la sobriété économique soit désirée par une partie de la population est dû à une remise en cause du modèle économique dans lequel la société évolue. Une remise en cause plus drastique serait de militer pour la décroissance. Bien que les deux concepts interrogent sur la compatibilité entre le modèle économique recherchant une croissance permanente et de plus en plus importante et les limites humaines et environnementales, ils ne sont pas à confondre.

En effet, telle que définie pour la première fois par Wolfgang Sachs en 1993, la sobriété ne cherche pas la décroissance mais la décélération. La sobriété ne reviendrait pas à rejeter les acquis que l'économie a permis, dans leur totalité au moins, mais de faire mieux avec ce que l'on a. Pour illustrer leur différence, quand la décroissance voudrait détruire une maison trop chère à climatiser et construire un tipi,

la sobriété isolerait. Ainsi, cherchant à rationaliser les moyens de production et à limiter les objectifs, la sobriété est fondamentalement tournée vers le futur.

Au-delà de leurs divergences, ces deux notions sont fondées sur une idée partagée : la décorrélation entre l'économie et les ressources, quelles qu'elles fussent. Souhaiter la décroissance ou la sobriété économique revient généralement à ne pas croire à une croissance économique infinie, ce qui est contredit par certains. Par ailleurs, à une échelle ou à une autre, impliquent également un changement de comportement de la part des membres de l'économie. Cependant, si nous vivons à l'heure actuelle dans une économie mondialisée, les différents pays, et individus la composant ne sont pas aux mêmes stades de croissance économique, et ainsi leur niveau de vie diffère également.

Afin de définir si la sobriété économique est un avenir possible et souhaitable pour notre économie globalisée, il s'agit de traiter ces trois points : premièrement à quel degré elle est nécessaire, puis les solutions pour rendre notre société plus sobre que nous illustrerons enfin par des cas d'étude d'un pays manufacturier, d'un pays développé, et d'un pays en voie de développement que sont respectivement la Chine, la France et le Tchad.

I. La sobriété : une mode ou une nécessité ?

A) Historique de la notion de sobriété

La sobriété n'est pas un nouveau concept. En effet, dès l'Antiquité, elle était prônée par certaines philosophies, comme le stoïcisme, qui encourageait à se contenter de ce que l'on a et à se détacher des plaisirs matériels. Selon les stoïciens, la vraie richesse ne réside pas dans les biens matériels, mais dans la sagesse et la vertu. Ainsi, ils prônaient une vie simple et modérée, qui consistait à se contenter de peu et à ne pas céder à la tentation des excès. Sans discontinuer, la sobriété fut portée jusqu'à nos jours, notamment par les religions. Dans les principales religions monothéistes, la sobriété apparaît, que ce soit dans la vertu cardinale de la "tempérance" chrétienne, dans les commandements contre "trop" de possessions dans la Torah (Deutéronome), et des incitations contre le gaspillage dans les versets du Coran.

Ainsi nous pouvons voir que la sobriété n'est pas une idée récente, mais qu'elle est au contraire implantée depuis longtemps dans les mentalités humaines.

B) Analyse des différentes interprétations de la sobriété

La sobriété peut être interprétée de différentes manières, qui reflètent souvent les préoccupations et les valeurs de ceux qui la promeuvent. A ce jour, la sobriété énergétique est particulièrement mise en avant du fait de la crise énergétique. Cependant, elle va naturellement de pair avec la sobriété économique, la seconde s'opposant à la surconsommation qu'une excessivité énergétique a permis. Ainsi, ce sont les faces principales de la sobriété dont nous traiterons.

Économiquement parlant, la sobriété conseillerait de consommer moins, mais mieux, et si possible que de ce dont on a besoin. Suivant cela, la sobriété énergétique est perçue comme une stratégie pour réaliser des économies sur les coûts de production et de consommation, en utilisant l'énergie de manière plus efficace. D'autant plus lorsque les ressources énergétiques viennent à manquer.

Du point de vue **écologique**, la sobriété énergétique est vue comme un moyen de protéger l'environnement en réduisant la consommation d'énergies polluantes et en développant des sources d'énergies renouvelables. La sobriété économique sous-entendrait de consommer moins, et peut être plus responsable. Ainsi elle engendrerait une réduction des déchets, de la pollution liée aux transports entre pays producteurs et pays importateurs et de celle issue de la production elle-même.

Le passage à la sobriété aurait également des retombées **sociales** et **culturelles**. La sobriété énergétique est considérée comme une manière de promouvoir l'équité sociale en répartissant de manière plus juste les ressources énergétiques et en luttant contre les inégalités liées à l'accès à l'énergie. Elle peut également être considérée comme un choix de mode de vie qui met en avant des valeurs de simplicité, de solidarité et de respect de l'environnement.

C) La sobriété, un problème de riches ?

Il est certain que les pays en voie de développement ont des priorités différentes de celles des pays industrialisés en raison des défis économiques et sociaux auxquels ils font face et que les pays industrialisés ont -a priori- déjà résolus.

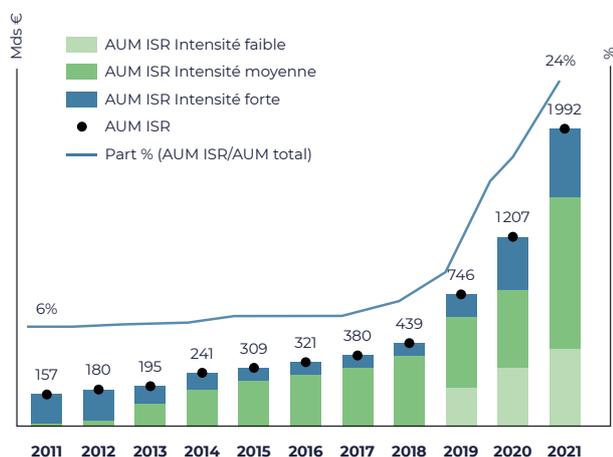
Cependant, la sobriété est un concept large, qui transcende la distinction entre maturité économique, pays et régions. En effet, la largesse de sa définition englobe moult pratiques, et grâce à cela elle est adaptable à tous les cas de figure. C'est dans cette idée que l'article 4 de la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (CC-NUCC) signée à Rio en 1992, déclare qu'il y a une responsabilité "commune mais différenciée" des Etats dans la dégradation de l'environnement mondial et pour le développement durable.

D'autant plus que s'inscrivant dans la démarche de meilleure gestion des ressources, elle est souhaitable pour et par tous. En effet, la sobriété énergétique peut être une stratégie importante pour

assurer un développement économique et social durable, en réduisant les coûts énergétiques et en améliorant la qualité de vie des populations. Par exemple, il existe de multiples synergies possibles entre sobriété énergétique et croissance économique :

- Économies sur les coûts énergétiques : en adoptant des pratiques plus sobres en énergie, les entreprises et les gouvernements peuvent réaliser des économies sur les coûts énergétiques. Cela peut leur permettre de réinvestir ces économies dans d'autres domaines, ce qui peut contribuer à la croissance économique.
- Création d'emplois verts : la mise en place de politiques et de programmes de sobriété énergétique peut générer de nouveaux emplois dans les secteurs de l'efficacité énergétique, de l'énergie renouvelable et de la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Ces emplois verts peuvent contribuer à la croissance économique en créant de nouvelles opportunités d'emploi et en stimulant l'innovation.
- Attractivité pour les investisseurs : les politiques et programmes de sobriété énergétique peuvent rendre un pays ou une région plus attrayant pour les investisseurs, qui cherchent des destinations durables et à faible impact environnemental. Cette attractivité est renforcée par le développement de l'investissement responsable, de sa régulation et surtout de sa popularité auprès des investisseurs. Cet afflux d'investissements peut contribuer à la croissance économique.

ÉVOLUTION DES ACTIFS GÉRÉS PAR LES FONDS ISR EN EUROPE DEPUIS 2011

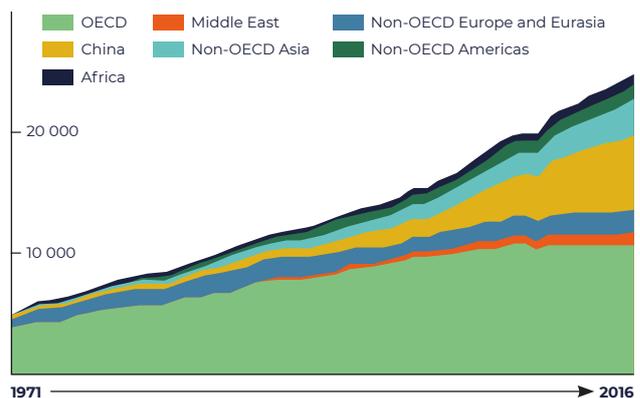


Source : Observatoire de la Gestion ISR, Quantalys et NN Investment Partners

D) Analyse des tendances de consommation d'énergie dans le monde et des enjeux liés aux énergies fossiles

Depuis la première Révolution Industrielle, nous connaissons une **superposition des sources énergétiques** : la d'abord omnipotente biomasse est rejointe par le charbon, le pétrole, le gaz, et plus récemment le nucléaire et les sources d'énergies renouvelables à grande échelle. Cette multiplication des sources d'énergies est issue de l'innovation mais est exigée par la hausse de la consommation mondiale d'énergie. En effet, depuis un siècle, la demande d'énergie croît, en particulier avec l'expansion des usages dans l'industrie et chez les particuliers.

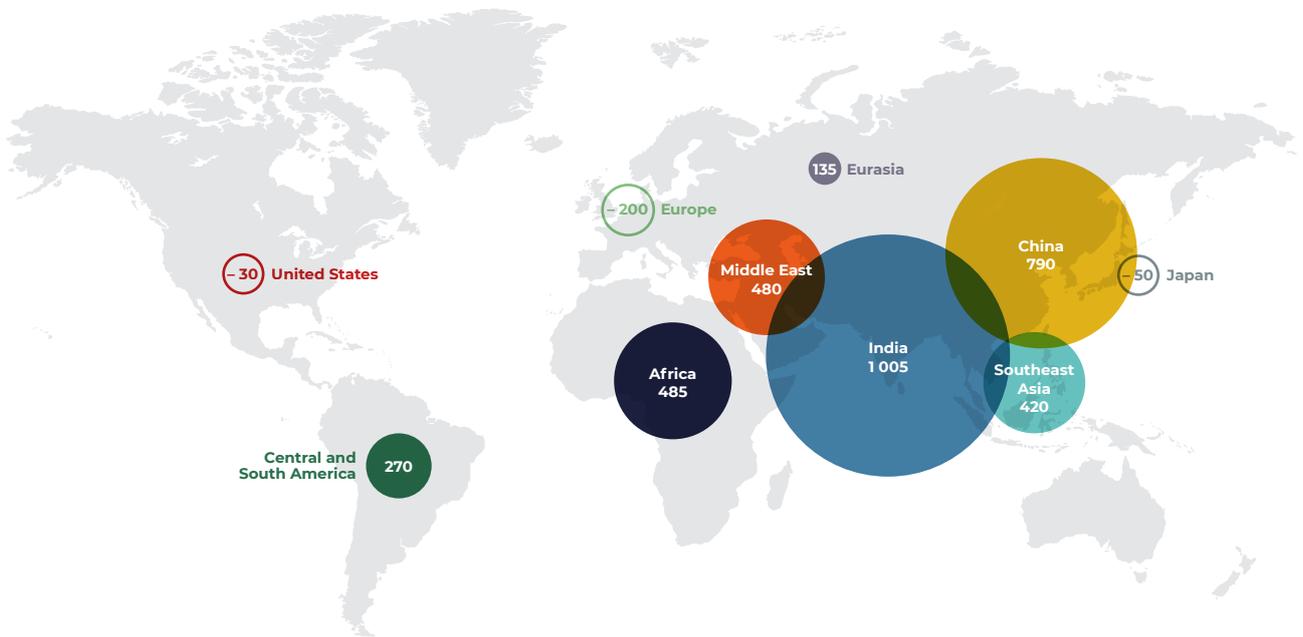
ÉVOLUTION, PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE, DE LA PRODUCTION MONDIALE D'ÉLECTRICITÉ EN TWh



Source : AIE, Key World Energy Statistics 2018 - Source : IEA (2018).

Cette croissance de la consommation d'énergie est principalement alimentée par les énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon), qui représentent environ 80% de la consommation mondiale d'énergie. Or les énergies fossiles sont **des ressources limitées, ne permettant par essence, pas de croissance illimitée**. Par ailleurs, leur utilisation a des impacts négatifs sur l'environnement, en particulier en termes de changement climatique. Leur extraction et leur utilisation ont en général des impacts sociaux et environnementaux négatifs, notamment en ce qui concerne la déforestation, les catastrophes industrielles et la pollution de l'air et de l'eau. En outre, la dépendance aux énergies fossiles peut avoir des impacts économiques négatifs, en rendant les pays dépendants de fournisseurs étrangers et en **exposant l'économie aux fluctuations des prix des matières premières**.

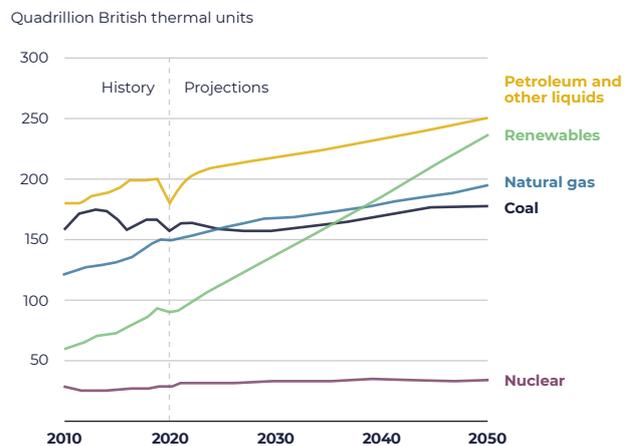
VARIATION DE LA DEMANDE D'ÉNERGIE D'ICI 2040 (Mtoe)



Source : Agence Internationale de l'Energie, World Energy Outlook, 2017 (Mtoe : millions de tonnes équivalent pétrole)

Cependant, certaines tendances récentes indiquent une **légère décélération de la croissance de la consommation d'énergie dans les pays industrialisés**, et un développement plus rapide des énergies renouvelables. Les prévisions ne prévoient pas que la baisse de demande d'énergie du Nord de l'Amérique, du Japon et de l'Europe compense celle du reste du monde. Même constat pour le développement des énergies renouvelables, bien que leur déploiement soit en hausse depuis de nombreuses années, la hausse des besoins en énergie est telle qu'il ne parvient pas à la suivre. Ainsi, selon les prévisions de l'International Energy Outlook 2021, s'il est prévu que les sources d'énergies renouvelables deviennent la principale source d'énergie primaire consommée en 2050, elles resteront néanmoins dépassées par les énergies fossiles cumulées à la même époque.

PRIMARY ENERGY CONSUMPTION BY ENERGY SOURCE, WORLD



Ainsi, nous avons démontré que la sobriété n'est pas le résultat d'une mode, mais plutôt un désir de réponse aux problèmes d'un modèle économique qui n'est pas infini. Nous chercherons désormais à savoir par quels moyens la sobriété pourrait être mise en place dans notre société.

II. Comment rendre notre société plus sobre ?

A) Les outils de la sobriété énergétique

1. Stratégies et mise en œuvre

La promotion de **l'efficacité énergétique** peut passer par différents canaux. A l'échelle nationale par exemple, des politiques publiques peuvent mettre en place des programmes de rénovation énergétique des bâtiments, de sensibilisation de la population aux enjeux de l'efficacité énergétique et de mettre en place des incitations pour l'achat d'équipements électroménagers et de chauffage à haute efficacité. Des campagnes de sensibilisation peuvent également se faire dans le contexte scolaire, ou entrepreneurial.

Les **transports et la mobilité** constituent une cible importante de l'efficacité énergétique. C'est à l'échelle de la commune que les pistes d'efficacité énergétique dans les transports peuvent être établies car ils relèvent de sa responsabilité⁽¹⁾. Ainsi, les communes peuvent réfléchir au développement des transports en commun et des transports doux, en créant des pistes cyclables et en mettant en place des politiques de restriction de la circulation automobile. A l'échelle nationale, l'État peut créer des incitations pour l'achat de véhicules électriques ou à haute efficacité énergétique. Cela implique également les fabricants d'automobiles d'innover pour une moindre déperdition d'énergie des moteurs à combustion, et une plus grande durabilité des pneumatiques de véhicules⁽²⁾.

Le **développement des énergies renouvelables** est davantage un résultat d'une recherche de sobriété énergétique qu'un moyen d'y parvenir, cependant il y contribue indirectement. En effet, l'augmentation des capacités de production semble contraire à la sobriété énergétique. Cependant, mettre l'accent sur les énergies renouvelables entend une plus grande sobriété face aux ressources fossiles de la planète. Dans cette optique, les politiques gouvernementales sont attendues en soutien aux acteurs

économiques directement (subventions, incitations fiscales, etc.), par la sensibilisation de la population aux enjeux de l'utilisation des énergies renouvelables, et dans la création de zones de développement dédiées aux énergies renouvelables (parcs éoliens, centrales solaires, etc.). Sur le sujet même, la sobriété peut apparaître par l'utilisation de terrains déjà artificialisés, faisant ainsi mieux (utilisation d'une énergie plus soutenable) avec ce que l'on a (les zones déjà construites ou inutilisables à d'autres fins plutôt que déboiser des zones préservées). A l'échelle de l'entreprise ou de la branche professionnelle, des programmes de sensibilisation peuvent également être développés.

La **planification énergétique** consiste à établir des objectifs et des stratégies à long terme pour réduire la consommation d'énergie et développer les énergies renouvelables. Elle peut se faire au niveau local, régional ou national et impliquer la participation de différents acteurs (pouvoirs publics, entreprises, organisations de la société civile, etc.). La planification énergétique peut inclure la mise en place d'une stratégie de maîtrise de la demande en énergie, qui vise à réduire la consommation d'énergie à travers des incitations économiques ou des obligations réglementaires.

2. Applications actuelles

Les **incitations économiques** sont des mesures qui visent à encourager l'adoption de comportements ou d'investissements favorables à la sobriété énergétique en offrant des avantages financiers ou fiscaux. Elles peuvent prendre différentes formes, comme des subventions, des prêts à taux préférentiels, des crédits d'impôt ou des exonérations de taxes. Elles peuvent être implémentées par des politiques publiques, comme le "Coup de pouce" pour sortir les ménages des énergies fossiles pour leur chauffage⁽³⁾, ou par les entreprises directement comme le Bonus Engie pour limiter la consommation en période de pointe⁽⁴⁾.

(1) Région Haut-de-France - OpenData de la Région Haut-de-France - 2020

(2) Connaissance des énergies - Efficacité énergétique et transports : définition, technologies, enjeux - 2011

(3) Ministères Écologie Énergie Territoires - Coup de pouce «Chauffage» - 2023

(4) ENGIE - Mon bonus ENGIE - 2022

Les **obligations réglementaires** sont des mesures qui imposent des normes ou des limites en matière d'efficacité énergétique ou d'utilisation de sources d'énergie alternatives. Elles sont donc prises par les pouvoirs publics. Elles peuvent viser les bâtiments, les appareils électroménagers, les véhicules ou les industries, par exemple en imposant des normes minimales d'efficacité énergétique ou en interdisant l'utilisation de certaines sources d'énergie polluantes. Elles peuvent être d'incitatives à restrictives : l'interdiction de location des passoires thermiques d'ici 2023 en France⁽⁵⁾ est une incitation à rénover les actifs immobiliers, et l'interdiction de vente de nouveaux véhicules thermiques en Union Européenne d'ici 2035⁽⁶⁾ est tout à fait contraignante.

Les **programmes de formation et de sensibilisation** visent à informer et à sensibiliser la population aux enjeux de la sobriété énergétique et à leur apprendre comment agir de manière responsable en matière d'énergie. Ils peuvent prendre différentes formes, comme des campagnes de communication, des programmes de sensibilisation scolaire ou des actions de formation professionnelle. L'ADEME recense par exemple les programmes existants pour former et conseiller les entreprises pour la sobriété énergétique (Diag Eco-Flux pour accompagner les PME, le dispositif SARE pour le tertiaire privé, diagnostic et visites pour toutes les tailles d'entreprises...)⁽⁷⁾.

Il est crucial de mettre en place une approche globale et intégrée de la sobriété énergétique, qui prenne en compte les enjeux économiques, sociaux et environnementaux de manière équilibrée.

B) Analyse des avantages et des limites de ces stratégies

1. Avantages

La sobriété énergétique conduit à la réduction de la consommation d'énergie, qui elle-même mène

à **réduire la dépendance aux énergies fossiles et aux pays qui les exportent**. La première étape de ce cercle vertueux peut se trouver dans les 15 mesures phares du plan de sobriété énergétique français de 2022⁽⁸⁾, dont nombre sont de réduction de la température, de vitesse ou encore d'éclairage. Ces mesures visent la réduction de 10% de consommation d'énergie en 2 ans, par rapport à l'année 2019⁽⁹⁾. Ainsi, les mesures de réduction de consommation peuvent permettre de réaliser des économies d'énergie à long terme. Ce plan est en partie dicté par la tension d'approvisionnement en gaz due à la Guerre en Ukraine et aux réactions européennes, et ainsi lie la sobriété à une souveraineté énergétique plus poussée.

En favorisant le développement des énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, les politiques de sobriété énergétique peuvent **contribuer à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à protéger l'environnement**.

Nombre de nos pays sont liés par des traités de lutte contre le changement climatique, et ainsi mettent la sobriété énergétique à contribution pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Ainsi, la Commission Européenne a adopté le Pacte Vert pour l'Europe⁽¹⁰⁾ afin d'atteindre son objectif de réduction de 55% de ses émissions nettes de gaz à effet de serre d'ici à 2030 par rapport aux niveaux de 1990. La France, de ce fait, utilise des mesures de sobriété énergétique afin de contribuer à cet objectif, comme vu dans son plan de sobriété énergétique. Cela est pertinent au regard des secteurs précités pouvant être concernés par de telles mesures, et leur poids dans les émissions de gaz à effet de serre en France. Nous pouvons prendre l'exemple des transports, qui représentaient 30%⁽¹¹⁾ des 445 Méga-tonnes de CO₂ (ou équivalents, hors secteur des terres et des forêts) émises en France en 2018⁽¹²⁾.

(5) Gouvernement - Interdiction à la location des logements avec une forte consommation d'énergie dès 2023 - publication 2021, dernière modification 2023

(6) Vie publique - Union européenne : vers l'interdiction de voitures neuves à moteur thermique dès 2035 - 2022

(7) Agir pour la transition, ADEME - Sobriété énergétique : un plan pour réduire notre consommation d'énergie - 2022

(8) Gouvernement - Plan de sobriété énergétique - 2022

(9) Agir pour la transition, ADEME - Sobriété énergétique : un plan pour réduire notre consommation d'énergie - 2022

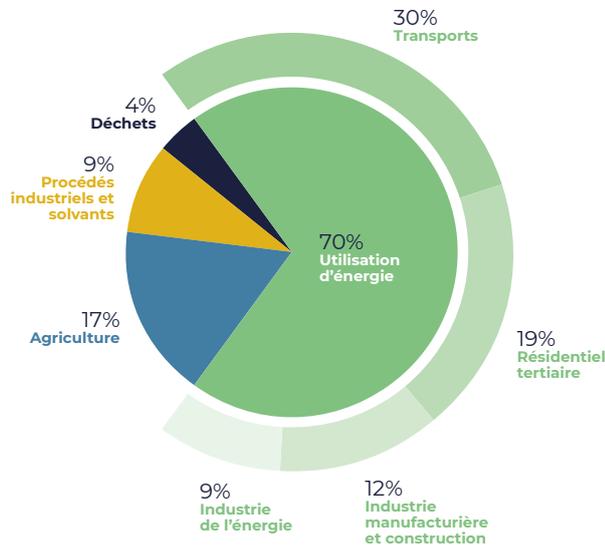
(10) Commission Européenne - Pacte vert pour l'Europe: La Commission propose de transformer l'économie et la société européennes afin de concrétiser les ambitions climatiques de l'Union - 2021

(11) notre-environnement - Panorama des émissions françaises de gaz à effet de serre Les émissions de gaz à effet de serre et l'empreinte carbone - 2021

(12) Ministères Ecologie, Energie, Territoires - Baisse de 4,2 % des émissions de gaz à effet de serre de la France en 2018 - 2019

RÉPARTITION DES SOURCES D'ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE EN FRANCE EN 2018⁽¹³⁾

notre-environnement.gouv.fr



Le développement d'énergies renouvelables peut également **créer de nouvelles opportunités d'emploi et de développement économique** dans les secteurs de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables. Ainsi, il est prévu que le secteur des énergies renouvelables représente 236 000 emplois directs et indirects en France en 2028⁽¹⁴⁾.

2. Limites

La mise en place d'une politique a un **coût**. Un **coût temporel**, pouvant occasionner une latence entre l'impulsion, le contexte favorable pour une loi et sa mise en pratique. Son adoption et son application par décret prennent en effet un certain temps, en particulier quand il s'agit de traités internationaux et de droit européen, pour lesquels la ratification des parlements nationaux est nécessaire. Cependant, il convient de noter qu'en moyenne, les lois mettent 13 mois pour entrer en vigueur en France⁽¹⁵⁾. La réactivité législative a également pu être remarquée lors de la Covid 19 et la crise énergétique de 2022 à l'aune du Pacte Vert pour l'Europe.

Certaines politiques de sobriété énergétique peuvent également avoir un **coût économique**

pour les pouvoirs publics ou pour les particuliers et les entreprises, notamment en termes de subventions, de crédits d'impôt ou de coûts de conformité réglementaire. Il peut donc être important de trouver un équilibre entre les bénéfices et les coûts de ces politiques.

La **résistance au changement** peut également limiter la portée des stratégies de sobriété. Une grande partie des éléments de changement relèvent d'un changement de mentalité et de mode de vie (comme la réduction durable de notre consommation) plutôt que d'une mesure ponctuelle (comme la rénovation de son logement). Ainsi, il peut être difficile de changer les comportements et les habitudes en matière d'énergie et de convaincre les différents acteurs de l'importance de la sobriété énergétique. Une réponse à cette limite est l'habitude gagnée avec le temps, comme avec le passage à la monnaie unique européenne, mais également que les programmes de sensibilisation et de formation sont une solution pour une meilleure transition.

Certaines politiques de sobriété énergétique peuvent avoir des **impacts négatifs sur certaines parties prenantes**, comme les entreprises ou les ménages à faibles revenus qui peuvent avoir du mal à s'adapter aux changements. Ainsi, des dispositifs de compensation peuvent être mis en place pour atténuer ces impacts et veiller à ce que les politiques soient équitables et justes pour tous.

La **radicalité nécessaire de la sobriété économique**. Bien que sobriétés énergétiques et économiques soient complémentaires car ayant toutes deux trait au processus de production et de consommation aujourd'hui ancrés dans notre société, et à l'échelle mondiale. Cependant, si la sobriété énergétique peut être généralisée à ce niveau grâce à des politiques d'isolation, de nouveaux chantiers d'énergie renouvelable, ou des incitations financières, cela ne semble pas être le cas de la sobriété économique. En effet, comme définie plus haut, elle serait une sobriété dans les échanges économiques, contre la surcons-

(13) notre-environnement - Panorama des émissions françaises de gaz à effet de serre Les émissions de gaz à effet de serre et l'empreinte carbone - 2021

(14) Ministères Ecologie, Energie, Territoires - Les énergies renouvelables - 2022

(15) Europe 1 - Combien faut-il de temps en moyenne pour qu'une loi entre en vigueur ? - 2017

ommation et donc pour une moindre production. Or il semble difficile d'imaginer de pouvoir changer le paradigme économique avec des mesures gouvernementales ou en y incitant le marché. Ainsi, appliquer en bonne et due forme la sobriété économique

dans notre modèle actuel relèverait d'une radicalité forte. Ce changement devrait face face aux limites précitées de résistance au changement, d'une forte incertitude sur son aboutissement, et du coût du changement lui-même.

III. Applicabilité par stade de développement - Etude de cas

A) Un pays manufacturier : la Chine

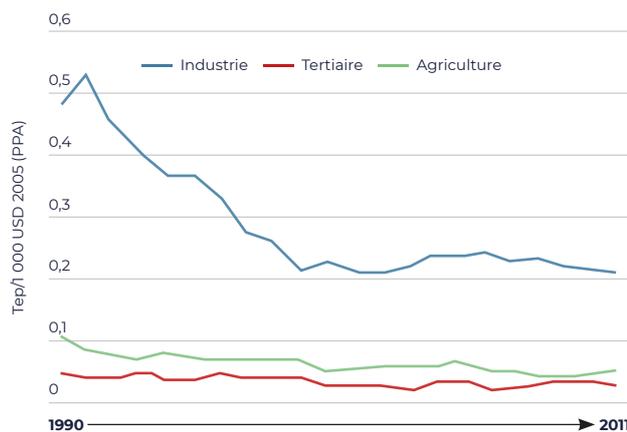
Voyons si une sobriété à long terme est possible dans l'ancien atelier du monde. La Chine est le premier consommateur et producteur d'énergie au monde. Elle a connu une croissance rapide de sa consommation d'énergie ces dernières décennies, corrélée à sa croissance économique. Cette croissance de la consommation d'énergie a eu des impacts importants sur l'environnement et sur la sécurité énergétique du pays. La Chine a donc mis en place différentes politiques pour encourager la

sobriété énergétique et développer les énergies renouvelables.

Ces mesures ont tout d'abord pris la forme de normes d'efficacité énergétique pour différents types de produits, comme les bâtiments, les appareils électroménagers, les véhicules et les industries. Ces normes visent à limiter la consommation d'énergie des produits en imposant des exigences minimales en matière d'efficacité énergétique. Les résultats sont visibles dans le graphe ci-dessous⁽¹⁶⁾.

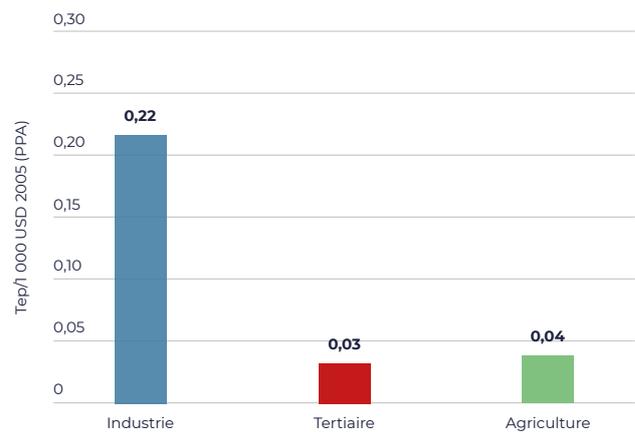
INTENSITÉ ÉNERGÉTIQUE FINALE PAR SECTEUR ET INTENSITÉ ÉNERGÉTIQUE FINALE PAR SECTEUR EN 2010

Intensité énergétique finale par secteur



Note : les valeurs pour 2011 sont des estimations
Source : calculs des auteurs ; données Enerdata.

Intensité énergétique finale par secteur en 2010



(16) Enerdata - Global Energy Trends - 2022

Par exemple, en 2020, les nouveaux bâtiments devaient respecter une norme d'efficacité énergétique de grade 3, ce qui signifie qu'ils doivent consommer moins de 110 kWh/m² par an. Pour les appareils électroménagers, les normes chinoises imposent des exigences minimales pour les réfrigérateurs, les climatiseurs et les lave-linge. Les réfrigérateurs doivent consommer moins de 0,6 kWh/24 heures pour une capacité de 100 litres et les climatiseurs doivent consommer moins de 0,5 kW/heure pour une puissance de 1,5 kW⁽¹⁷⁾.

De plus, la Chine a mis en place des programmes pour promouvoir les transports bas-carbone. Cela passe par l'investissement dans de nombreuses pistes cyclables et des trottoirs (par exemple, plus de 600 kilomètres de pistes cyclables ont été construites à Pékin depuis 2014), le déploiement de bus et de métros, des campagnes de sensibilisation et d'incitation à utiliser ces modes de transports, un réaménagement urbain pour permettre de diminuer la congestion routière et des politiques de limitation de la circulation.

La Chine a également mis en place des tarifs d'électricité progressifs pour inciter les consommateurs à réduire leur consommation d'énergie. Ce système de tarification progressive est basé sur la consommation d'électricité, et les consommateurs qui utilisent plus d'électricité paient des tarifs plus élevés. Par exemple, à Pékin, les tarifs d'électricité pour les particuliers sont divisés en cinq tranches, les consommateurs qui utilisent moins de 600 kWh par mois paient un tarif de 0,44 yuan (0,07 dollar) par kWh, alors que les consommateurs qui utilisent plus de 2000 kWh par mois paient un tarif de 0,86 yuan (0,13 dollar) par kWh. A Beijing, les tarifs d'électricité pour les particuliers sont également divisés en cinq tranches, les consommateurs qui utilisent moins de 600 kWh par mois paient un tarif de 0,44 yuan (0,07 dollar) par kWh, alors que les consommateurs qui utilisent plus de 2000 kWh par mois paient un tarif de 0,86 yuan (0,13 dollar)

par kWh. Ce système de tarification progressive est également mis en place dans d'autres villes chinoises telles que Guangzhou, Shenzhen et Hangzhou pour inciter les consommateurs à réduire leur consommation d'électricité et favoriser l'efficacité énergétique⁽¹⁸⁾.

Malgré ces mesures, il est compliqué pour la population chinoise d'atteindre un certain niveau de sobriété, celle-ci n'étant ancrée ni dans les modes de vie élitistes ni dans ceux de classe moyenne émergente. Quand bien même Xi Jinping a lancé une campagne de sobriété contre les exubérances des élites chinoises, leur interdisant de surconsommer aux frais de la République Populaire de Chine, cette mesure n'est motivée que par une volonté de baisse des notes de frais et non pas une vision de sobriété à long terme⁽¹⁹⁾.

La consommation de la classe moyenne en Chine a connu une croissance significative au cours des 20 dernières années. La taille de la classe moyenne en Chine est passée de 100 millions en 2000 à près de 400 millions en 2020⁽²⁰⁾. Les ménages chinois de la classe moyenne ont vu leur revenu augmenter considérablement, avec un revenu médian passant de 5,000 yuans (environ 766 dollars) en 2000 à 27,000 yuans (environ 4,200 dollars) en 2020.

Cela a conduit à une augmentation de la consommation de la classe moyenne. Selon les données de la NBS, les dépenses de consommation des ménages chinois ont augmenté de 7,9% par an en moyenne entre 2000 et 2020. En outre, les consommateurs chinois de la classe moyenne ont également commencé à dépenser plus d'argent sur des expériences de consommation, comme les voyages, les divertissements, les restaurants et les loisirs. Selon les données de l'industrie du tourisme, les dépenses touristiques des ménages chinois ont augmenté de 8,4% par an en moyenne entre 2010 et 2020, atteignant 6,9 trillions de yuans (environ 1 trillion de dollars) en 2020. Cette croissance de

(17) AFD - Efficacité Énergétique dans la construction en Chine - 2018

(18) National Bureau of Statistics of China - Households' Income and Consumption Expenditure - 2020

(19) Figaro - Quand le président chinois donne l'exemple de la sobriété... - 2013

(20) National Bureau of Statistics of China - Annual Data - 2019

consommation est incompatible avec la sobriété énergétique ou économique de la population chinoise.

De plus, le positionnement en tant que leader de la Chine sur les marchés de l'énergie verte peut donner l'illusion qu'elle participe à la sobriété. En effet, 5 des 10 entreprises les plus productrices d'éoliennes sont Chinoises, dominées par Goldwing, premier producteur mondial. JinkoSolar, Trina Solar et JA Solar, trois géants chinois forment également le podium des plus grands producteurs de parcs panneaux photovoltaïques dans le monde. Mais cela ne permet que la sobriété d'émissions de carbone, mais en aucun cas une sobriété énergétique ou économique. Au contraire, elles contribuent à créer de la valeur et permettent l'augmentation des moyens de production énergétiques dans le monde entier par les exportations. Ces dernières peuvent entraîner un impact supplémentaire en termes de consommation d'énergie pour le transport et l'installation à l'étranger.

La Chine et la France ont toutes deux fixé des objectifs de sobriété énergétique ambitieux, mais les objectifs de la Chine sont généralement plus élevés que ceux de la France. Par exemple, la Chine vise à réduire sa consommation d'énergie par unité de PIB de 60% à 65% d'ici à 2030, tandis que la France vise à réduire sa consommation d'énergie finale de 20% d'ici à 2030.

Étudions maintenant la possibilité d'une société sobre dans une économie développée : la France.

B) Un pays industrialisé : la France

La sobriété est-elle possible à long terme dans une économie qui a connu sa croissance économique et démographique comme la France ? Pour étudier cela, nous proposons de nous placer d'abord du côté de l'offre, régulée par le gouvernement mais également du côté de la demande et de la mentalité du consommateur final français.

La France a mis en place différentes politiques publiques pour encourager la sobriété et réduire sa consommation d'énergie et d'émissions de carbone.

Programme de rénovation énergétique : la France a mis en place un programme de rénovation énergétique des bâtiments, qui vise à améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments existants en réalisant des travaux de rénovation (isolation, remplacement de chaudières, etc.). Selon l'Agence nationale pour l'habitat, ce programme a permis de réduire la consommation d'énergie des bâtiments de 15% entre 1990 et 2018. Il peut inclure des incitations économiques telles que les crédits d'impôts pour encourager les propriétaires à réaliser ces travaux.

Étiquetage énergétique : la France a mis en place un système d'étiquetage énergétique pour les appareils électroménagers, les véhicules et les bâtiments, qui permet aux consommateurs de connaître la consommation d'énergie de ces produits et de comparer les différents modèles disponibles sur le marché. Selon l'ADEME, l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, cela a conduit à une réduction de la consommation d'énergie de 7% entre 2005 et 2018.

Plan d'action pour le climat et l'air pur : la France a mis en place un plan d'action pour le climat et l'air pur, qui vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à améliorer la qualité de l'air en mettant en place des mesures dans différents secteurs (transport, énergie, bâtiment, agriculture, etc.). Selon le Ministère de la Transition écologique, ce plan a permis de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 23% entre 1990 et 2019.

Mais en plus d'inciter économiquement et réglementairement les entreprises françaises et les Français à un mode de consommation plus sobre, il faut également que ces derniers en soient **convaincus** pour changer leur mode de consommation d'eux même et inciter les entreprises à modifier leur offre.

Comme nous l'avons vu précédemment, pour encourager un changement de mentalité en faveur de la sobriété énergétique, il peut être utile de mettre en place des programmes de sensibilisation et de formation pour aider les gens à comprendre les enjeux et à adopter de nouvelles pratiques. Des incitations économiques ou réglementaires peuvent permettre de changer leurs comportements en

matière d'énergie. Enfin, il peut être important de créer un environnement favorable pour le changement, en mettant en place des infrastructures et des services qui facilitent l'adoption de pratiques sobres en énergie (transports en commun, vélos, appareils électroménagers efficaces, etc.).

Nous observons des changements structurels des nouvelles générations : un paradoxe entre une quête de sens dans leurs métiers et leur vie, et une surconsommation de biens matériels, appuyée par la vente en ligne notamment. Ce paradoxe ne permet pas de résoudre l'équation "les Français seront-ils sobres à long terme ?" tant les dissonances cognitives sont compliquées à résoudre. Ces dernières sont "un sentiment d'inconfort psychologique causé par deux éléments cognitifs discordants. En somme, une incompatibilité dans ses croyances intimes, à la source d'un déséquilibre interne et qui produit un certain malaise, voire une forme de souffrance"⁽²¹⁾.

Mais ce concept psychologique est assez récent et s'il peut être étudié en profondeur, les Français pourront alors passer outre et trouver plus de cohérence. Au niveau de l'emploi, une sur-demande aura lieu pour les métiers en lien avec la transition énergétique et des produits plus durables qui ont un impact positif chez le consommateur. Au niveau de la consommation, la présence de plus de biens durables et locaux aura un poids plus important dans le panier de consommateur.

La France a donc de bonnes chances d'être sobre à long terme car elle possède de nombreuses infrastructures et un niveau de vie qui lui permet de vivre confortablement avec moins. Les Français, s'ils font face à leurs dissonances cognitives pourront être acteurs de ce changement de modèle et inscrire la sobriété de long terme dans la société française.

Il est également important de souligner que le changement de mentalité ne se fera pas du jour au lendemain et que cela peut prendre du temps. Il est donc important de mettre en place des politiques

et des programmes à long terme pour encourager ce changement de mentalité de manière durable.

Mais sans autant d'infrastructures dans un pays qui n'a pas encore connu sa croissance économique, la sobriété est-elle possible ?

C) Un pays en voie de développement : le Tchad

L'économie du Tchad est principalement axée sur l'agriculture, qui représente environ 40% du PIB du pays et emploie la majorité de la population active. Le coton est le principal produit agricole exporté du Tchad, suivi par le mil, le sorgho, le manioc et les arachides. L'agriculture est principalement pratiquée dans le sud du pays, où les conditions climatiques sont plus favorables. Cependant, le Tchad est également riche en ressources naturelles, notamment en pétrole, qui représente environ 70% des exportations du pays. Le pétrole est principalement exploité dans le bassin du Lac Tchad, dans le nord du pays.

Malgré ces atouts, l'économie du Tchad est confrontée à de nombreux défis. Le pays est classé parmi les plus pauvres au monde par le FMI en raison de son faible PIB par habitant et de son taux de pauvreté élevé. La faiblesse de l'infrastructure, notamment les routes et les communications, constitue un frein à la croissance économique. De plus, le Tchad a connu de nombreux conflits militaires et une instabilité politique au cours de son histoire récente, ce qui a entravé le développement économique. En outre, le Tchad est souvent affecté par des catastrophes naturelles, comme les inondations et les sécheresses, qui peuvent avoir un impact négatif sur l'agriculture et sur l'économie en général.

Plusieurs facteurs peuvent influencer la mise en place de stratégie de sobriété au Tchad :

Tout d'abord, le Tchad **consomme peu d'énergie** par rapport à d'autres pays, en particulier en comparaison des pays industrialisés. Selon les données de l'Agence internationale de l'énergie, la consommation d'énergie primaire par habitant au Tchad

(21) C'est quoi la dissonance cognitive ? - Programme EVE

est d'environ 150 kg d'équivalent pétrole par an, alors que la consommation moyenne d'un Français est de l'ordre de 3,5 tonnes par an. Cela peut rendre plus facile la mise en place de politiques de sobriété énergétique, car il y a moins de «chemin à parcourir» pour réduire la consommation d'énergie. Cependant, il convient de noter que les mentalités ont tendance à vouloir consommer davantage avant de consommer mieux. Mais dans cette optique, une bonne prévision de la demande future permet de l'anticiper. Il sera ainsi possible d'adapter en avance les infrastructures et les sources d'énergie à une future hausse de la demande en la dirigeant vers des modes de vie plus sobres par rapport aux chemins suivis par les pays industrialisés.

De plus, le Tchad a un **mix énergétique dominé par les énergies traditionnelles** (biomasse, biocarburants), qui représentent environ 85% de la consommation totale d'énergie. Le bois est la principale source d'énergie utilisée pour la cuisson et le chauffage, suivi par les biocarburants⁽²²⁾. Ces énergies traditionnelles sont peu sobres en énergie et ont des impacts négatifs sur l'environnement (déforestation, émissions de gaz à effet de serre). Il sera donc important de mettre en place des programmes pour encourager l'adoption d'autres sources d'énergie plus sobres (électricité, énergie solaire, etc.).

En outre, le Tchad a une **infrastructure énergétique limitée**, avec un taux d'accès à l'électricité qui est l'un des plus faibles au monde. Seulement environ 5% de la population tchadienne a accès à l'électricité en 2020⁽²³⁾. Cela peut rendre plus difficile la mise en place de programmes de sobriété énergétique, car il faudra investir dans l'infrastructure énergétique pour pouvoir développer de nouvelles sources d'énergie et améliorer l'accès à l'énergie.

Enfin, le Tchad est un pays qui fait face à de nombreux **enjeux économiques et sociaux**, et la sobriété énergétique peut être l'un de ces enjeux. Selon les données de la Banque mondiale, le taux de pauvreté au Tchad est de l'ordre de 42% en 2020. Il sera donc important de mettre en place des politiques

et des programmes qui tiennent en compte cette pauvreté pour que la sobriété ne se mette pas en travers de l'amélioration du niveau de vie de tous les habitants.

Le choix entre la sobriété à tout prix ou une société permettant de réduire les inégalités le plus rapidement possible est facile. Tout être humain mérite de vivre dans des conditions décentes et nous espérons que les choix faits par les gouvernements des pays en voie de développement et les instances mondiales seront tournés vers la réduction des inégalités et non pas à la sobriété directement. Cependant une possibilité est que la sobriété soit une voie de réduction des inégalités, et ainsi permettrait de poursuivre les deux objectifs à la fois. Le manque de maturité économique des pays en développement peut laisser penser qu'il faille attendre la croissance du pays avant d'atteindre la sobriété, cependant il est possible de croître en accord avec elle (refus de la surconsommation, infrastructures durables, énergies renouvelables...).

(22) Données Mondiales - Émissions de CO₂ Tchad - 2019

(23) Banque mondiale - Vue d'ensemble du Tchad - 2023

CONCLUSION

Nous avons vu que la sobriété est un courant de pensée ancien, porté jusqu'à nos jours par des vecteurs forts. C'est une philosophie présente dans les esprits sinon dans les pratiques. Ses applications sont multiples, mais concernant l'économie, ce sont les sobriétés économiques et énergétiques qui priment. Les deux théories se recoupant et concernant toutes deux le processus productif à différent stade.

Ainsi, plus qu'une mode, la sobriété est présentée comme une réponse aux problèmes auxquels nos sociétés industrialisées sont confrontées. La lutte contre le changement climatique en particulier, requiert des mesures de sobriété énergétique, ainsi qu'un changement plus profond des mentalités. Si les mesures conjoncturelles sont aisées à mettre en place, comme les politiques incitatives ou réglementations, le changement de mentalité ne peut se faire qu'à longue échelle. Ce besoin de temps est cependant en inadéquation avec les contraintes inhérentes aux sobriétés évoquées dans notre travail. En effet, la sobriété énergétique par exemple est fille de la lutte contre le changement climatique et est donc, par essence, empreinte d'une certaine urgence.

Nous retenons toutefois que la sobriété peut être applicable à tous niveaux de développement de l'économie concernée. La sobriété elle-même pourra l'être à différents palier. Il n'y aurait aucun sens à demander à quelqu'un sous le seuil de pauvreté de ne pas acheter une voiture thermique mais électrique. Il y en aurait cependant à orienter les ressources publiques à la construction de sources d'énergies propres plutôt que de nouvelles centrales à charbon.

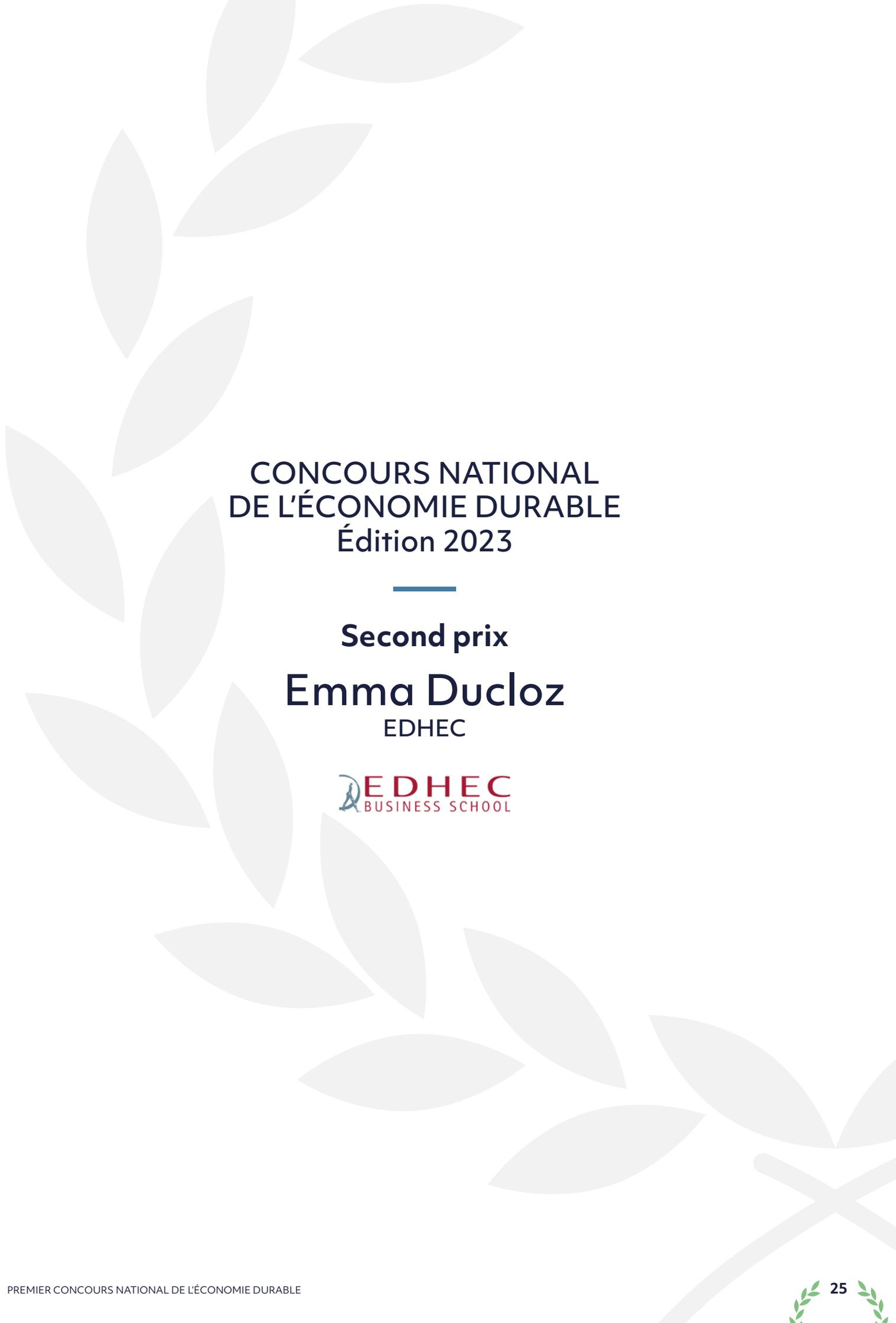
Pour finir, si la sobriété n'est pas la panacée à tous les problèmes du monde, il convient de reconnaître qu'elle s'attèle à lutter contre quelques-uns. Si elle est depuis longtemps théorisée, le XXI^e siècle l'a vu appliquée, et semble poursuivre timidement dans son sens. Notre système ne souhaite pas connaître de fin, et ainsi, ne voit pas encore son utilité. Cependant il nous incombe de faire preuve d'audace et de croire à la sobriété comme partie intégrante de notre avenir, car nous voulons croire que les portes de l'avenir sont ouvertes à ceux qui savent les pousser.

La sobriété comme nous le rappelle Pierre Rabhi, "est une option heureuse qui produit une vie allégée, tranquille et libre. Le bonheur n'est pas dans la possession, dans l'avoir mais dans l'être"⁽²⁴⁾. Consommer moins pour être plus connecté à soi-même et à son ressenti, c'est peut-être ça au fond vivre intensément.

(24) Pierre Rabhi - Vers la sobriété heureuse - 2010

BIBLIOGRAPHIE

1. Région Haut-de-France - OpenData de la Région Haut-de-France - 2020
2. Connaissance des énergies - Efficacité énergétique et transports : définition, technologies, enjeux - 2011
3. Ministères Écologie Énergie Territoires - Coup de pouce «Chauffage» - 2023
4. ENGIE - Mon bonus ENGIE - 2022
5. Gouvernement - Interdiction à la location des logements avec une forte consommation d'énergie dès 2023 - publication 2021, dernière modification 2023
6. Vie publique - Union européenne : vers l'interdiction de voitures neuves à moteur thermique dès 2035 - 2022
7. Agir pour la transition, ADEME - Sobriété énergétique : un plan pour réduire notre consommation d'énergie - 2022
8. Gouvernement - Plan de sobriété énergétique - 2022
9. Agir pour la transition, ADEME - Sobriété énergétique : un plan pour réduire notre consommation d'énergie - 2022
10. Commission Européenne - Pacte vert pour l'Europe: La Commission propose de transformer l'économie et la société européennes afin de concrétiser les ambitions climatiques de l'Union - 2021
11. notre-environnement - Panorama des émissions françaises de gaz à effet de serre Les émissions de gaz à effet de serre et l'empreinte carbone - 2021
12. Ministères Ecologie, Energie, Territoires - Baisse de 4,2 % des émissions de gaz à effet de serre de la France en 2018 - 2019
13. notre-environnement - Panorama des émissions françaises de gaz à effet de serre Les émissions de gaz à effet de serre et l'empreinte carbone - 2021
14. Ministères Ecologie, Energie, Territoires - Les énergies renouvelables - 2022
15. Europe 1 - Combien faut-il de temps en moyenne pour qu'une loi entre en vigueur ? - 2017
16. Enerdata - Global Energy Trends - 2022
17. AFD - Efficacité Énergétique dans la construction en Chine - 2018
18. National Bureau of Statistics of China - Households' Income and Consumption Expenditure - 2020
19. Figaro - Quand le président chinois donne l'exemple de la sobriété... - 2013
20. National Bureau of Statistics of China - Annual Data - 2019
21. Programme EVE - C'est quoi la dissonance cognitive ? - 2019
22. Données Mondiales - Émissions de CO2 Tchad - 2019
23. Banque mondiale - Vue d'ensemble du Tchad - 2023
24. Pierre Rabhi - Vers la sobriété heureuse - 2010



CONCOURS NATIONAL
DE L'ÉCONOMIE DURABLE
Édition 2023

Second prix

Emma Ducloz
EDHEC



La sobriété est-elle l'avenir de notre économie ?

RÉSUMÉ

Pour limiter le réchauffement climatique à 2°C, les Accords de Paris (2015) fixent un objectif de deux tonnes d'émissions d'équivalent CO₂ par personne d'ici 2050. Cette réduction de l'empreinte carbone demande des efforts considérables et invite chacun à consommer à la fois moins et mieux. Le GIEC (2022) définit la sobriété comme « l'ensemble des mesures et des pratiques quotidiennes qui permettent d'éviter l'utilisation d'énergie, de matériaux, de terres et d'eau tout en garantissant le bien-être de tous dans le cadre des limites planétaires ». Ainsi, une consommation réduite au nécessaire apparaît comme une solution durable, en regard de l'environnement et d'une économie reposant sur des ressources limitées.

On constate certaines dynamiques encourageantes pour la sobriété. Une prise de conscience de plus en plus importante du dérèglement climatique et de ses risques, mène à des changements vers des modes de vie plus sobres à l'échelle personnelle. Toutefois, notre sobriété dépend de régulations, d'investissements et d'infrastructures publiques, ainsi que d'offres de consommation durable développées par les entreprises. L'essor de l'économie circulaire offre une perspective réjouissante pour la sobriété, même si elle n'occupe qu'une modeste partie du marché. Enfin, les avancées techniques et technologiques permettent des procédés industriels et de productions plus efficaces, mais souvent contrecarrés par un effet rebond.

L'économie capitaliste et ses constructions sociales nous poussent à la consommation. Bonheur, sentiment de réussite et consommation restent liés et il est donc difficile de changer pour une consommation plus sobre. Le triangle de l'inaction nous retient également de changer pour un mode de vie durable. Notre éducation et construction sociale semblent aller à l'encontre d'une sobriété adoptée à grande échelle. Il faudrait donc restructurer l'économie pour qu'elle soit compatible avec la sobriété.

En l'état, la sobriété n'est pas l'avenir de notre économie car notre modèle socio-économique ne permet pas de se défaire des injonctions à la consommation. Un modèle de décroissance reprenant les grands concepts de sobriété paraît utopiste à l'état actuel, car non compétitif dans un monde où tout s'achète. De plus, faute de moyens, la sobriété n'est pas accessible à tout le monde. Elle est révélatrice de grands écarts de richesse et de niveaux de vie autour du globe et au sein même des pays. Planter une sobriété globale implique de diminuer ces écarts pour assurer une transition juste. Cette dernière ne peut pas être imposée, sans quoi elle serait à l'encontre de la paix sociale. Il faut donc développer des solutions de consommation durable accessibles à tous et procéder à une meilleure répartition des richesses.

« Le monde d'après », celui où l'on se contenterait des choses simples de la vie est apparu au loin, tel un mirage, lors de la crise du covid. Pourtant, les émissions de CO₂ en 2022 ont été les plus fortes jamais enregistrées, brisant ce rêve fou de sobriété. Il a fallu la guerre en Ukraine et un risque exceptionnel de pénurie énergétique pour remettre la sobriété au-devant de la scène médiatique et au cœur du débat public.

Pourtant, notre économie repose sur des ressources finies, 6 limites planétaires⁽¹⁾ sur 9 ont déjà été dépassées et un scénario préservant le cours normal des activités (ou « business as usual » en anglais) amènerait le réchauffement climatique à +4°C en 2100. Pour limiter le réchauffement climatique à 2°C, les Accords de Paris (2015) fixent un objectif de deux tonnes d'émissions d'équivalent CO₂ par personne d'ici 2050 ; soit une réduction de près de 80% sur la moyenne d'émission des Français. Cette réduction de l'empreinte carbone demande des efforts considérables et invite chacun à consommer à la fois moins et mieux. Le GIEC (2022)⁽²⁾ définit la sobriété comme « l'ensemble des mesures et des pratiques quotidiennes qui permettent d'éviter l'utilisation d'énergie, de matériaux, de terres et d'eau tout en garantissant le bien-être de tous dans le cadre des limites planétaires ». Ainsi, une consommation réduite au nécessaire apparaît comme une solution durable, en regard de l'environnement et d'une économie reposant sur des ressources limitées.

Le système de production et de consommation capitaliste, porté sur la croissance, semble de facto aller à l'encontre du principe de sobriété. Nous nous demanderons dès lors si la sobriété est l'avenir de notre économie ?

Certaines innovations techniques, stratégies d'entreprises et mobilisations citoyennes nous permettent de croire à une économie de la sobriété. Pourtant, notre modèle capitaliste et ses constructions sociales semblent antinomiques avec une sobriété à grande échelle. Nous verrons enfin qu'il faudrait restructurer l'économie pour la concilier avec une consommation sobre.

(1) Développé en 2009 par le Stockholm Resilience Center, le concept de limites planétaires présente un ensemble de neuf limites planétaires à l'intérieur desquelles l'humanité peut continuer à se développer et à prospérer pour les générations à venir. <https://www.stockholmresilience.org/research/planetary-boundaries.html>

(2) Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, « 6^e rapport », 2022, <https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg3/>

I. Une lueur d'espoir pour la sobriété

A) Prises de conscience et changements de mode de vie

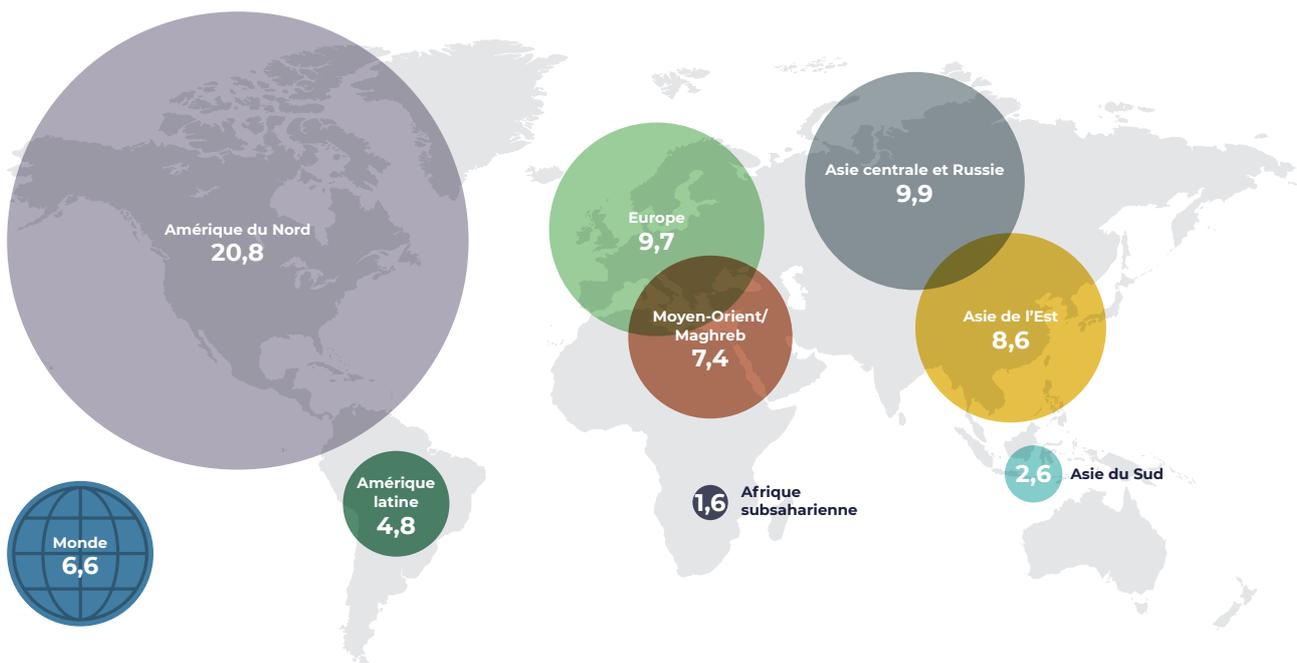
Sécheresses, dômes de chaleur, inondations, extinction de masse... Les récentes manifestations du réchauffement climatique ont renforcé la prise de conscience du dérèglement climatique et des effets de notre consommation irresponsable.

Face à ce constat, certains s'engagent dans un mode de vie moins polluant et plus durable. Les Accords de Paris fixent l'objectif de deux tonnes d'équivalent CO₂ d'émissions par personne par an, d'ici 2050. Cela

représente une diminution dramatique pour la plupart des pays développés. Aujourd'hui, les émissions sont très disparates selon le niveau de développement du pays, son mix énergétique, son développement industriel, les transports publics, etc.

En 2019, l'empreinte carbone par habitant Européen était de 10 tonnes d'équivalent CO₂, contre 21 en Amérique du Nord et 9 en Asie de l'Est⁽²⁾. Atteindre les deux tonnes par personne implique des efforts personnels, mais aussi des changements structurels et des choix politiques.

ÉMISSIONS MOYENNES DE CO₂ PAR HABITANT PAR RÉGION (en tonnes CO₂ éq), EN 2019



Source : Statista, 2021.

Ainsi, nous nous intéresserons ici aux prises de conscience et aux efforts personnels vers un mode de vie sobre. On assiste en effet à la montée en puissance de régimes végétariens, végétaliens ou encore fléxitariens en Europe, avec des considérations

environnementales, de bien-être animal et de santé⁽³⁾. Nombreux sont ceux qui désormais refusent également de prendre l'avion, pour privilégier des voyages moins polluants. En Scandinavie, on assiste notamment à la montée du « flygskam », ce qui se

(2) Statista, « L'inégalité mondiale de l'empreinte écologique », 2021, <https://fr.statista.com/infographie/26414/empreinte-ecologique-carbone-emissions-par-habitant-selon-region-du-monde/>

(3) FranceAgriMer, « Combien de végétariens en Europe ? », 2018, Figure 8. Les motivations de la faible consommation ou de la non-consommation de viande, page 22, https://www.franceagrimer.fr/fam/content/download/62309/document/11_Synthèse%20Panorama%20végétarisme%20en%20Europe.pdf?version=1

traduit par « la honte de prendre l'avion ». En 2019, la Suède enregistrait déjà une diminution de - 4,4 % du nombre de passagers et - 5,6 % sur les vols intérieurs, selon l'Agence suédoise des transports⁽⁴⁾.

À noter toutefois que les plus grands efforts de consommation responsable n'assurent pas d'atteindre l'objectif de deux tonnes d'émissions par personne. Pour cela, des changements structurels sont également nécessaires.

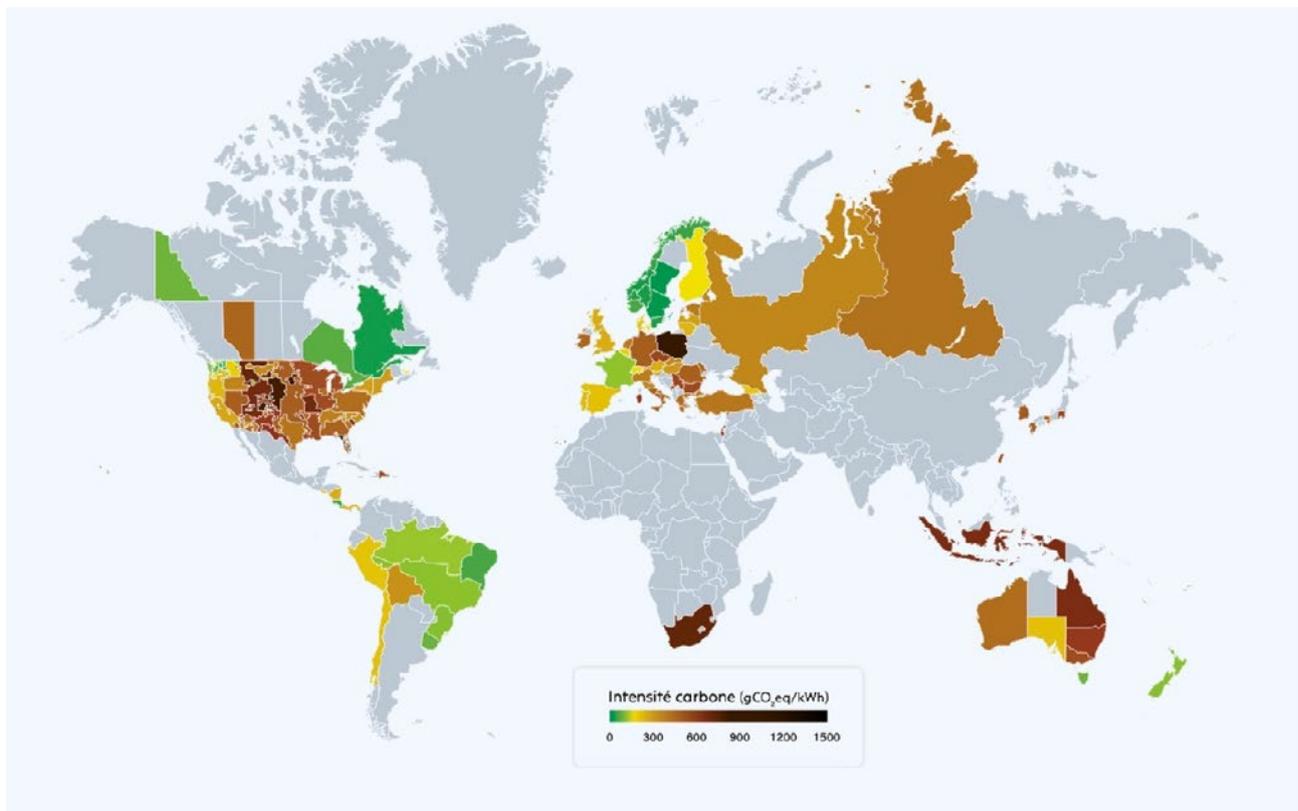
B) Régulations et investissements publics

Les régulations participent également à un mode de vie plus sobre, et une consommation plus responsable. L'interdiction de louer des passoires thermiques en France⁽⁵⁾ pousse les propriétaires à isoler leur domicile, et ainsi faire de futures écono-

mies d'énergies. Il en est de même pour le secteur des transports : on pousse les constructeurs automobiles à se détourner des modèles à combustion fossile. Enfin, l'interdiction européenne d'import de produits issus de la déforestation promeut également une consommation plus responsable.

Les investissements publics vers un mix énergétique décarboné ont également beaucoup d'influence sur l'empreinte carbone du pays et de la population. En effet, l'intensité carbone de la production d'électricité nationale est très disparate. En Norvège, on compte 29 grammes d'équivalent CO₂ émis par kWh d'électricité produite, grâce à leur production d'énergie hydraulique. De l'autre côté du spectre, la Pologne a émis 867 gCO₂eq/kWh d'électricité produite, en 2022⁽⁶⁾.

INTENSITÉ CARBONE D'ÉLECTRICITÉ PRODUITE (gCO₂eq/kWh) PAR RÉGION, 2022



Source : Electricity Maps, 2023.

(4) Les Échos, « En Suède, la « honte de prendre l'avion » plombe déjà le trafic aérien », 2019, <https://www.lesechos.fr/industrie-services/tourisme-transport/en-suede-la-honte-de-prendre-lavion-plombe-deja-le-traffic-aerien-1013012>

(5) Gouvernement, « Interdiction à la location des logements avec une forte consommation d'énergie dès 2023 », 2021, <https://www.gouvernement.fr/actualite/interdiction-a-la-location-des-logements-avec-une-forteconsommation-d-energie-des-2023>

(6) Electricity Maps, 2023, <https://app.electricitymaps.com/zone/PL?aggregated=true>

La sobriété dépend beaucoup des infrastructures et des moyens déployés par le pays dans lequel on réside. Un réseau fonctionnel de transports publics permet de diminuer l'utilisation de la voiture personnelle. Le déploiement d'un réseau électrique et l'accès à tous à internet peut permettre plus facilement de travailler de chez soi également. Or, selon l'IAE⁽⁷⁾, si toutes les personnes en mesure de travailler à domicile dans le monde entier le faisaient un seul jour par semaine, cela permettrait d'économiser environ 1 % de la consommation mondiale de pétrole pour le transport routier de passagers par an. Si l'on tient compte de l'augmentation de la consommation d'énergie des ménages, l'impact global sur les émissions mondiales de CO₂ serait une baisse annuelle de 24 millions de tonnes (Mt). A noter toutefois que la plupart des métiers ne peuvent pas s'exercer à distance.

C) Déploiement de modèles d'économie circulaire

L'économie circulaire se développe dans tous les secteurs, reposant sur les principes de recyclage, reconditionnement, réparation, revente... Elle a le grand avantage d'être moins consommatrice en ressources et en matières premières. On utilise des produits existants pour en créer de nouveaux. Le succès d'entreprises telles que *Vinted*, *Phenix* ou *Too Good To Go* montre la demande importante pour des produits au cycle de vie allongé et pour une consommation plus durable. Ainsi, de nouveaux business modèles se créent autour de l'économie circulaire. On estime que l'économie circulaire pourrait créer jusqu'à 300 000 emplois en France⁽⁸⁾.

Toutefois, si le déploiement de modèles d'économie circulaire est positif, il n'implique pas forcément une diminution de la vente de produits neufs. Certains dénoncent même une tendance accrue à « la boulimie d'achat »⁽⁹⁾ sur les sites de revente de seconde main, car les produits y sont bien plus abor-

dables. De même, si Phenix relève l'exploit de sauver 150 000 repas par jour⁽¹⁰⁾, 10 millions de tonnes de nourriture sont jetées tous les ans en France⁽¹¹⁾. Il reste donc beaucoup de travail pour développer une économie circulaire d'envergure.

D) Efficacité énergétique et en ressources

Enfin, l'efficacité énergétique et en ressources est un argument en faveur de la sobriété. En effet, de nombreux progrès techniques et technologiques ont rendu le chauffage, la construction, la production plus efficaces et moins gourmands en ressources. Dans le monde de l'industrie, des transports, du bâtiment, de l'agriculture, on améliore l'efficacité des procédés. Plus rapides, moins énergivores, plus économiques, les procédés de fabrication sont ainsi optimisés. Toutefois, ces avancées entraînent souvent des effets rebonds. En effet, une efficacité accrue offre de nouvelles perspectives de production et de consommation. Prenons l'exemple de la voiture : l'augmentation de la performance des moteurs a permis la diminution du poids de la voiture dans un premier temps. Puis l'attrait du confort a fait augmenter la taille de la voiture, créant le SUV. Ainsi, l'économie d'énergie due à la diminution du moteur est compensée par la taille accrue de la voiture. De même, la logique marchande veut que si l'on arrive à produire plus efficacement et moins cher, on produise davantage. Ainsi, l'effet rebond semble contrecarrer la sobriété d'une efficacité accrue.

Une prise de conscience de plus en plus importante du dérèglement climatique et de ses risques, mène donc à des changements vers des modes de vie plus sobres à l'échelle personnelle. Toutefois, ces changements sont permis par le développement d'offres de consommation durables par les entreprises et par l'implémentation de régulations et le déploiement d'infrastructures publiques, qui permettent aux populations d'avoir le choix de

(7) IAE, "Working from home can save energy and reduce emissions. But how much?", 2020, <https://www.iea.org/commentaries/working-from-home-can-save-energy-and-reduce-emissions-but-how-much>

(8) Ministère de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoires, 2020, <https://www.ecologie.gouv.fr/leconomie-circulaire>

(9) Le Point, « Mode de seconde main en ligne : une tendance à la surconsommation », 2022, https://www.lepoint.fr/societe/mode-de-seconde-main-en-ligne-une-tendance-a-la-surconsommation-03-072022-2481909_23.php#1

(10) Phenix, 2023, <https://www.wearephenix.com>

(11) Le Figaro, « 10 millions de tonnes de nourriture jetées par an en France, les jeunes gaspillent le plus », 2021, <https://www.lefigaro.fr/economie/10-millions-de-tonnes-de-nourriture-jetees-par-an-en-france-les-jeunes-gaspillent-le-plus-20210514>

consommer mieux. Ensuite, l'essor de l'économie circulaire offre une perspective réjouissante pour la sobriété, même si elle n'occupe qu'une modeste partie du marché. Enfin, les avancées techniques et technologiques permettent des procédés indus-

triels et de productions plus efficaces, mais souvent contrecarrés par un effet rebond. Nous verrons en deuxième partie en quoi notre économie capitaliste pousse à cet effet rebond et en quoi notre modèle économique semble aller à l'encontre de la sobriété.

II. Économie capitaliste et sobriété

A) La croissance, mesure de santé de l'économie capitaliste

L'économie capitaliste est portée sur la croissance, qui se mesure grâce au PIB (Produit Intérieur Brut). Entre autres, c'est cette croissance qui porte l'emploi, les finances publiques, le pouvoir d'achat... Ainsi, le principe de sobriété, c'est-à-dire consommer moins et mieux, semble aller à l'encontre d'une économie saine.

B) Le triangle de l'inaction et manque de leviers pour encourager la sobriété

Nous avons vu en première partie que certains adoptent volontairement un mode de vie sobre. Mais qu'en est-il de ceux qui ne sont pas sensibilisés à cette cause ?

On imagine qu'un mode de vie sobre puisse entraîner des économies, car on achète moins, ou alors de seconde main. Pourtant, un mode de vie sobre n'est souvent pas économique. Réparer son téléphone coûte parfois bien plus cher que de le racheter. Côté transport, se déplacer en avion est souvent plus rapide et moins cher que le train. Prendre les transports en commun est souvent plus long en campagne que de se déplacer en voiture, et comme dirait l'adage, le temps c'est de l'argent. Adopter un mode de vie sobre, implique donc des sacrifices personnels : abandonner les protéines animales, les achats compulsifs, les petits plaisirs (matériels) de la vie...

Le sentiment général est que modifier son comportement pour un mode de vie plus durable, n'est qu'une goutte d'eau dans la mer, lorsque le gouvernement

et les entreprises n'adoptent pas de politiques environnementales ambitieuses. C'est ce qu'on appelle « le triangle de l'inaction ». Ce terme décrit une situation dans laquelle individus, entreprises et États se pointent du doigt, se renvoyant la balle des responsabilités environnementales. Les entreprises disent s'adapter à la demande des consommateurs, et attendre les régulations étatiques pour ne pas bouger avant les concurrents et perdre leur marge. De son côté, l'État estime qu'il n'a pas les moyens de tout faire et le pouvoir de changer réside aux mains des entreprises. Enfin, les individus blâment les politiques et l'influence des lobbys et des industriels pour l'inaction climatique. Ainsi, il faut sortir du triangle de l'inaction pour agir et promouvoir la sobriété : personnellement adopter un mode de vie sobre, voter pour des politiques qui portent nos valeurs, promouvoir le changement au sein de son entreprise...

C) Bonheur et consommation

Pourtant, « si l'argent ne fait pas le bonheur », le bonheur est souvent corrélé à la consommation.

Selon Maslow (1943)⁽¹²⁾, la motivation peut se diviser en cinq niveaux de besoins à satisfaire :

- Les besoins physiologiques,
- Les besoins de sécurité,
- Les besoins d'appartenance,
- Les besoins d'estime,
- Les besoins d'accomplissement de soi.

Chaque niveau désigne un manque ou une frustration, créant le besoin et la motivation. Le classe-

(12) Maslow A. H., 1943, «Theory of human motivation», Psychological Review, n° 80

ment des besoins désigne un niveau de priorité et d'urgence. En effet, le besoin d'accomplissement par exemple, n'est plus une priorité lorsque que l'on retrouve sans domicile fixe. Selon cette logique, le bonheur réside en partie sur une base matérielle : de quoi boire et manger en premier lieu. Parfois, les besoins d'appartenance, d'estime ou encore d'accomplissement de soi se matérialisent aussi par l'achat de biens et services. Par exemple, acheter une belle voiture peut permettre à quelqu'un de se sentir légitime, lui donner un sentiment d'appartenance à un groupe ou encore réaliser son rêve d'enfant... Ainsi, parfois, la consommation permet d'atteindre le bonheur.

Dans le même sens, le « tapis roulant des aspirations »⁽¹³⁾ semble aller à l'encontre du principe de sobriété. Plus le niveau de vie augmente, plus les aspirations s'élèvent. En effet, après avoir travaillé toute sa vie et vécu confortablement, peut-on imaginer retourner vivre dans son ancienne chambre étudiante ? Ne pourraient alors adopter un mode de vie sobre, que ceux qui n'ont jamais vécu dans l'abondance ?

De plus, l'être humain se compare constamment à ses pairs. Exacerbé par les réseaux sociaux, ce phénomène de « comparaison sociale » nous pousse à envier les voyages, les achats et plus globalement la vie de notre entourage ou de célébrités. Si notre niveau de vie est correct, mais inférieur à celui de notre entourage, on peut se sentir dévalorisé ou être reclassé à un statut social inférieur.

Enfin, le bonheur de l'achat se confond parfois avec la joie de faire une bonne affaire. Acheter un produit en solde procure un sentiment de joie à court terme⁽¹⁴⁾. D'autres utilisent le shopping comme manière de se mettre du baume au cœur et de se procurer du bonheur émotionnel. C'est ce qu'on appelle le soin par l'achat (ou « retail therapy » en anglais). Pourtant,

tous les achats ne procurent pas la même joie. Une étude de Thomas Gilovich (2014)⁽¹⁵⁾ montre que les cadeaux, les expériences et les achats en ligne avec nos convictions apportent le plus de bonheur à long terme, car ils renforcent le lien social, l'estime de soi et créent des souvenirs.

L'économie capitaliste et ses constructions sociales nous poussent à la consommation. Bonheur, sentiment de réussite et consommation restent liés et il est donc difficile de changer pour une consommation plus sobre. Enfin, le triangle de l'inaction nous retient de changer pour un mode de vie durable. Notre éducation et construction sociale semblent aller à l'encontre d'une sobriété adoptée à grande échelle. Il faudrait donc restructurer l'économie pour qu'elle soit compatible avec la sobriété.

(13) Mikael Mangot, 2018, « Faut-il consommer pour être heureux ? », <https://www.cairn.info/revue-projet-20186-page-54.htm>

(14) Forbes, « Posséder Ou Vivre Des Expériences : Résultat d'Une Étude Sur La Possession », 2019, <https://www.forbes.fr/management/posseder-ou-vivre-des-experiences-resultat-dune-etude-sur-la-possesion/>

(15) Thomas Gilovich, « A wonderful life: experiential consumption and the pursuit of happiness », 2014, <https://static1.squarespace.com/static/5394dfa6e4b0d7fc44700a04/t/547d589ee4b04b0980670fee/1417500830665/Gilovich+Kumar+Jampol+%28in+press%29+A+Wonderful+Life+JCP.pdf>

(16) Europe1, « Le Bonheur national brut : ce qu'il faut savoir sur une idée pas si « bisounours » », 2018, <https://www.europe1.fr/economie/cest-quoi-le-bonheur-national-brut-3624008>

III. Concilier économie et sobriété

A) De nouvelles mesures de richesse

Comme nous l'avons évoqué précédemment, la santé d'une économie repose sur sa croissance, mesurée par son PIB. Il semble donc pertinent d'adopter d'autres mesures de la réussite et de la richesse d'un pays.

En 1972, Jigme Singye Wangchuck, alors roi du Bhoutan, proposait de mesurer le Bonheur National Brut (BNB)⁽¹⁶⁾. Cet indicateur repose sur quatre critères :

- La croissance et le développement économique,
- La conservation et promotion de la culture,
- La sauvegarde de l'environnement et l'utilisation durable des ressources,
- Une bonne gouvernance responsable.

Si cette idée semble farfelue, elle a fait son chemin et le BNB constitue aujourd'hui un indicateur sérieux, repris par l'ONU et l'OCDE, comme réelle mesure de développement durable.

De même, la réussite sociale est souvent corrélée aux biens détenus par la personne. L'achat d'une voiture de sport ou d'une résidence secondaire indique l'appartenance à une certaine catégorie sociale. Il faudrait déconstruire ceci, pour mettre en avant les qualités d'une personne. Mais comment mesurer ceci ? Il n'existe pas de base commune pour comparer l'intelligence d'une personne avec les talents sportifs d'une autre. Peut-être que le secret de la déconstruction, réside, justement, dans le fait d'arrêter de mesurer et comparer la réussite de chacun.

B) Le concept de décroissance

Le concept de décroissance met en cause une croissance infinie reposant sur des ressources fi-

nies, dans un monde où la population ne cesse de croître. Il questionne sur notre modèle productiviste et promeut une économie dans laquelle on se contenterait du nécessaire. Mais comment définir le nécessaire ?

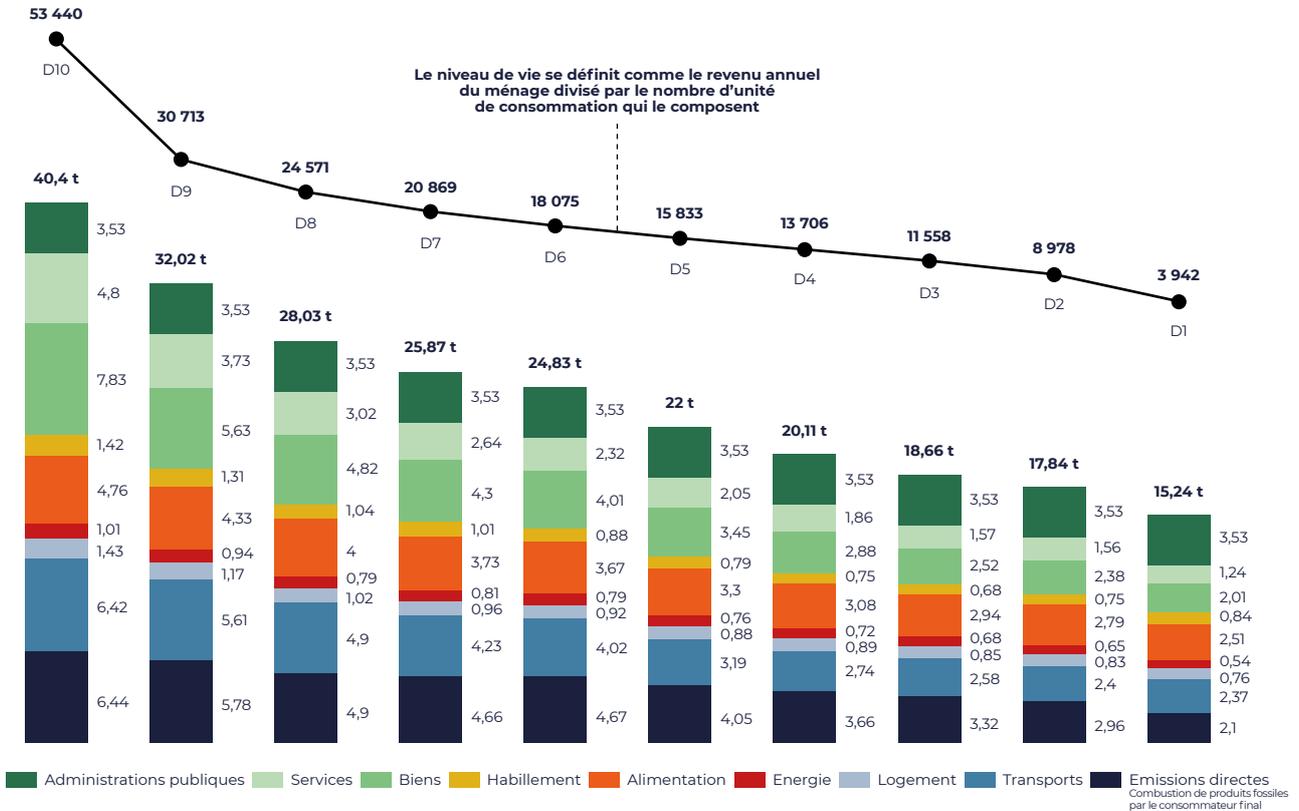
Les niveaux de vie sont tellement disparates qu'il semble impossible de s'accorder sur un niveau minimum de possessions. En particulier, les pays du Nord ont été les premiers à développer leurs industries et leurs économies. « Les États-Unis représentent à eux seuls 20,3 % des émissions territoriales depuis 1850, suivis de la Chine (11,4 %) et de la Russie (6,9 %). Si l'on ajoute le Brésil, l'Indonésie et l'Allemagne, on arrive à 50,7 % des émissions cumulées »⁽¹⁷⁾. En contraste, « 48 pays d'Afrique ont émis moins de 1 % des émissions mondiales de CO₂ depuis 1751 »⁽¹⁸⁾. Dès lors, il semble impossible de limiter la croissance des pays du Sud par considération environnementale. De même, au sein d'un même pays, les différences de modes de vie entraînent de grands écarts d'empreinte carbone. En France, en 2020, on estime que les ménages du dernier décile émettent en moyenne 40,4 tonnes d'eCO₂, quand un ménage du décile le plus pauvre émet en moyenne 15,24 tonnes d'équivalent CO₂⁽¹⁹⁾. Peut-on alors décrocher que les plus précaires sont plus avancés dans un modèle de décroissance ? Ce serait prendre le problème à l'envers.

(17) Le Monde, « COP26 : visualisez les émissions cumulées de dioxyde de carbone par pays depuis 1850 », 2021, https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2021/11/06/cop26-visualisez-les-emissions-cumulees-de-dioxyde-de-carbone-par-pays-depuis-1850_6101202_4355770.html

(18) Reporterre, « 48 pays d'Afrique ont émis moins de 1 % des émissions mondiales de CO₂ depuis 1751 », 2020, <https://reporterre.net/48-pays-d-Afrique-ont-emis-moins-de-1-des-emissions-mondiales-de-CO2-depuis-1751>

(19) Climat en schémas, Source de Sciences Po et OFCE, Émissions annuelles de GES des ménages français selon les déciles de niveau de vie (en tonnes CO₂ éq), 2020, [https://climatenschemas.fr/Infographies/pdf/Emissions%20annuelles%20de%20GES%20des%20ménages%20français%20\(par%20déciles\).pdf](https://climatenschemas.fr/Infographies/pdf/Emissions%20annuelles%20de%20GES%20des%20ménages%20français%20(par%20déciles).pdf)

ÉMISSIONS ANNUELLES DE GES DES MÉNAGES FRANÇAIS SELON LES DÉCILES DE NIVEAU DE VIE, EN 2020
(en tonnes CO₂ éq)



De plus, on s'interroge sur les secteurs compatibles avec un principe de décroissance. La santé, la culture et tout ce qui œuvre pour le bien commun sont des milieux auxquels la décroissance ne peut pas s'appliquer, dans un système démocratique où chaque individu a les mêmes droits.

Bien que la décroissance soit très intéressante, un autre enjeu réside dans sa mise en place. Les politiques actuelles ne favorisent pas ce concept et aucun candidat promouvant un modèle de diminution matérielle n'a réussi à être élu. On peut imaginer qu'un modèle de décroissance ne soit pas compétitif. Alors, sans adoption globale, la pérennité de la décroissance résiderait sur une entraide et une solidarité internationale qui paraît utopiste en regard aux conflits qui émergent actuellement concernant le partage des ressources en eau.

Enfin, si 80 % de la population française a un regard positif sur le concept de sobriété, 67 % des Français

ont des a priori négatifs concernant la décroissance, selon un sondage Sociovision en 2022. Il existe donc une barrière culturelle et une appréhension à un tel changement de modèle socioéconomique. Ainsi, un modèle de décroissance reprenant les grands concepts de sobriété paraît utopiste à l'état actuel, car non compétitif dans un monde où tout s'achète.

C) Un marketing et des produits responsables

Si implémenter un système de décroissance semble utopiste en l'état actuel, réguler les promotions consuméristes et favoriser l'émergence de produits responsables semble plus accessible.

Les entreprises exercent aussi une influence sur notre consommation. Notre modèle consumériste est largement encouragé par le marketing de masse. Difficile d'estimer son impact exact, mais il est certain que les nombreuses campagnes de publicités, plus ou moins agressives, influent sur notre consommation. Pour promouvoir une société sobre,

il faudrait limiter le marketing pour limiter les tentations et que les gens se tournent que vers des achats dont ils ont réellement besoin. De plus, les nombreux produits contenant des achats intégrés vont à l'encontre du principe de sobriété. Bien sûr, il ne faut pas diaboliser les publicités. Certaines campagnes d'intérêt public font par exemple la promotion de vaccins, ou de gestes de secours...

L'État a donc un grand rôle à jouer dans la promotion de produits « sobres » et dans la régulation de pratiques promouvant la consommation de masse. En particulier, des aides d'État et des réductions foncières devraient être mises en place pour les entreprises proposant des produits de consommation durable, substituant des offres plus polluantes. Il faut rendre accessible et donner le choix de la sobriété à la population.

D) Construire une sobriété inclusive et juste

Enfin, il faut distinguer sobriété et précarité. La sobriété, par essence, ne s'adresse qu'à ceux qui ont le choix de consommer.

La sobriété a un coût élevé, que tout le monde ne peut pas se permettre. Prenons l'exemple de rénovations pour augmenter l'efficacité énergétique d'une maison : selon les moyens des particuliers et les aides d'État disponibles, ces travaux peuvent être inaccessibles.

En particulier, la sobriété dépend de facteurs extérieurs. Certaines marges de manœuvre dépendent en effet d'infrastructures et d'offres de consommation durable, renvoyant au rôle des entreprises, collectivités et États, comme nous l'avons évoqué en première partie. Il existe donc une inégalité d'accès à la sobriété.

Quelque part, la sobriété est un luxe que tout le monde ne peut pas se permettre. « C'est une forme de luxe, plus subtile que les voitures de sport, d'avoir le temps, les moyens et l'horizon de penser ses besoins au-delà du matériel. En un sens, se penser dans une dynamique minimaliste et de sobriété,

c'est déjà faire le constat qu'on a trop : de choses ou de choix. D'autres ont des choses car ils n'ont pas de choix »⁽²⁰⁾. Instaurer une économie de la sobriété pose la question de la transition juste.

Prenons l'exemple d'achat d'un bien qui semble a priori superflu : une console de jeux vidéo. En théorie, sa fonction de divertissement peut facilement être remplacée par des jeux à l'extérieur. Imaginez maintenant un enfant vivant dans un quartier mal famé, sans accès à la nature : sa console devient son seul divertissement.

La sobriété ne peut pas être imposée, s'apparentant alors à une campagne de rationnement ou une politique de prohibition, intenable à long terme. D'une part, cela entraînerait un sentiment d'injustice, mais développerait aussi des réseaux illégaux de revente de biens. Ce qui n'est pas dans l'intérêt de l'État et qui constituerait un contre-sens à la sobriété.

Ainsi, faute de moyens, la sobriété n'est pas accessible à tout le monde. Elle ne peut d'ailleurs pas être imposée, sans quoi elle serait à l'encontre de la paix sociale. Il faut donc développer les solutions de consommation durable accessible à tous et procéder à une meilleure répartition des richesses. Finalement, si la sobriété n'est pas d'abord instaurée par ceux qui vivent dans l'abondance, elle ne sera jamais acceptée par les plus précaires.

(20) Youmatter, Clément Fournier, « La sobriété heureuse est-elle une idée de riches ? », 2020, <https://youmatter.world/fr/sobriete-heureuse-idee-riches/>

CONCLUSION

En conclusion, la sobriété n'est pas l'avenir de notre économie actuelle. En effet, notre modèle socio-économique ne permet pas de se défaire des injonctions à la consommation.

Une poignée d'individus changent volontairement leur consommation pour davantage de sobriété. De même, les progrès techniques, technologiques pour plus d'efficacité, ainsi que le développement de l'économie circulaire, offrent de minces perspectives de sobriété. Pourtant un modèle de sobriété global paraît incompatible avec un modèle capitaliste prônant la croissance. De même, le triangle de l'inaction condamne États, entreprises et individus à ne pas changer leur modèle vers plus de sobriété. Globalement, c'est tout notre modèle socio-économique qui prône le consumérisme. Promouvoir la sobriété impliquerait de fortes régulations pour limiter les publicités, ainsi que des aides d'État importantes pour rendre accessible les alternatives de consommation durable à tous. Toutefois, la sobriété ne peut pas être imposée. Elle est révélatrice de grands écarts de richesse et de niveaux de vie autour du globe et au sein même des pays. Implanter une sobriété globale implique de diminuer ces écarts pour assurer une transition juste. Si instaurer un système de décroissance paraît utopique, de nouvelles mesures de la richesse, telles que le BNB (Bonheur National Brut), pourraient être pertinentes pour promouvoir la sobriété.

BIBLIOGRAPHIE

- Youmatter, Clément Fournier, « La sobriété heureuse est-elle une idée de riches ? », 2020, <https://youmatter.world/fr/sobriete-heureuse-idee-riches/>
- Le Monde, « COP26: visualisez les émissions cumulées de dioxyde de carbone par pays depuis 1850 », 2021, https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2021/11/06/cop26-visualisez-les-emissionscumulees-de-dioxyde-de-carbone-par-pays-depuis-1850_6101202_4355770.html
- Reporterre, « 48 pays d'Afrique ont émis moins de 1 % des émissions mondiales de CO2 depuis 1751 », 2020, <https://reporterre.net/48-pays-d-Afrique-ont-emis-moins-de-1-des-emissions-mondialesde-CO2-depuis-1751>
- Climat en schémas, Source de Sciences Po et OFCE, Émissions annuelles de GES des ménages français selon les déciles de niveau de vie (en tonnes CO2 éq), 2020, [https://climatenschemas.fr/Infographies/pdf/Emissions%20annuelles%20de%20GES%20des%20ménages%20français%20\(par%20déciles\).pdf](https://climatenschemas.fr/Infographies/pdf/Emissions%20annuelles%20de%20GES%20des%20ménages%20français%20(par%20déciles).pdf)
- Forbes, « Posséder Ou Vivre Des Expériences : Résultat d'Une Étude Sur La Possession », 2019, <https://www.forbes.fr/management/posseder-ou-vivre-des-experiences-resultat-dune-etude-sur-lapossession/>
- Thomas Gilovich, « A wonderful life: experiential consumption and the pursuit of happiness », 2014, https://www.researchgate.net/publication/265854953_A_Wonderful_Life_Experiential_Consumption_and_the_Pursuit_of_Happiness
- Europe 1, « Le bonheur national brut : ce qu'il faut savoir sur une idée pas si "bisounours" », 2018, <https://www.europe1.fr/economie/cest-quoi-le-bonheur-national-brut-3624008>
- Maslow A. H., 1943, «Theory of human motivation», Psychological Review, n° 80
- Mikael Mangot, 2018, « Faut-il consommer pour être heureux ? », <https://www.cairn.info/revue-projet2018-6-page-54.htm>
- Ministère de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoire, 2020, <https://www.ecologie.gouv.fr/leconomie-circulaire>
- Le Point, « Mode de seconde main en ligne: une tendance à la surconsommation », 2022, https://www.lepoint.fr/societe/mode-de-seconde-main-en-ligne-une-tendance-a-la-surconsommation03-07-2022-2481909_23.php#11
- Phenix, 2023, <https://www.wearephenix.com>
- Le Figaro, « 10 millions de tonnes de nourriture jetées par an en France, les jeunes gaspillent le plus », 2021, <https://www.lefigaro.fr/economie/10-millions-de-tonnes-de-nourriture-jetees-par-an-en-franceles-jeunes-gaspillent-le-plus-20210514>
- Electricity Maps, 2023, <https://app.electricitymaps.com/zone/PL?aggregated=true>
- IAE, "Working from home can save energy and reduce emissions. But how much?", 2020, <https://www.iea.org/commentaries/working-from-home-can-save-energy-and-reduce-emissions-buthow-much>
- INSEE, « Un tiers de l'empreinte carbone de l'Union européenne est dû à ses importations », 2022, <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6474294>
- FranceAgriMer, « Combien de végétariens en Europe ? », 2018, Figure 8. Les motivations de la faible consommation ou de la non-consommation de viande, page 22, https://www.franceagrimer.fr/fam/content/download/62309/document/11_Synthèse%20Panorama%20végétarisme%20en%20Europe.pdf?version=1
- Les Échos, « En Suède, la « honte de prendre l'avion » plombe déjà le trafic aérien », 2019, <https://www.lesechos.fr/industrie-services/tourisme-transport/en-suede-la-honte-de-prendre-lavionplombe-deja-le-traffic-aerien-1013012>
- Gouvernement, « Interdiction à la location des logements avec une forte consommation d'énergie dès 2023 », 2021, <https://www.gouvernement.fr/actualite/interdiction-a-la-location-des-logements-avecune-forte-consommation-d-energie-des-2023>
- GIEC, Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, « 6ème rapport », 2022, <https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg3/>
- La Tribune, « Quelle place pour la sobriété dans nos modes de vie », 2022, <https://www.latribune.fr/opinions/tribunes/quelle-place-pour-la-sobriete-dans-nos-modes-de-vie-928848.html>
- Le Mag de l'Économie, « Prôner la décroissance, ça veut dire quoi ? », <https://www.lemagdeleconomie.com/dossier-34-decroissance.html>
- Statista, « L'inégalité mondiale de l'empreinte écologique », 2021, <https://fr.statista.com/infographie/26414/empreinte-ecologique-carbone-emissions-par-habitant-selon-region-du-monde/>

PREMIER CONCOURS NATIONAL DE L'ÉCONOMIE DURABLE



L'ACADÉMIE DE
L'ÉCONOMIE DURABLE
de la CNCEF

Par courrier

103 boulevard Haussmann,
75008 PARIS

Par mail

concours-academie@cncf.org

Par téléphone

01 56 26 06 01



CNCEF

L'organisation professionnelle
des experts-financiers

CNCEF
ASSURANCE

CNCEF
CRÉDIT

CNCEF
PATRIMOINE

CNCEF
IMMOBILIER

CNCEF
FRANCE M&A